

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 26 NOVEMBRE

N° 314 1,50 F

Belgique : 15 FB  
Commission paritaire : 56942

**LA LUTTE  
ACTUELLE  
EN CHINE**

En page 9

**INAUGURATIONS, DISCOURS  
DEVANT LES NOTABLES...**

*Face au mécontentement  
des travailleurs lorrains*

## **GISCARD SE DEFILE**

Le voyage de Giscard en Lorraine intervient alors que la crise s'aggrave de manière importante dans cette région. C'est l'annonce de licenciements, de la restructuration dans la sidérurgie, c'est le projet de désertification complète de zones entières, comme le bassin de Longwy.

Face à cette situation c'est une peur qui saisit la bourgeoisie au pouvoir. Ainsi Hubert Martin, sénateur de Briey (RI) déclare : « il faut craindre l'explosion d'une population sérieuse et ordinairement calme ». Ce que craignent ces gens, c'est la riposte des travailleurs à leurs plans de misère et de chômage. Cette peur, elle se traduit dans le programme même du voyage de Giscard : ainsi il n'y aura pas d'allocution publique du président de la République.

Ses discours se feront devant un parterre de notables locaux triés sur le volet. Se souvient-il des remous lors de la venue de Pompidou à Nancy ? Ou de son meeting dans cette même ville alors qu'il était ministre des finances, et où il n'avait pas pu placer un seul mot ? Qu'a-t-il à proposer aujourd'hui aux sidérurgistes, sinon licenciements, mutations, chômage ? Il préfère parler de la sidérurgie ou des conditions de vie des masses devant une assistan-

ce d'où ne viendra probablement pas de protestations.

Ce voyage de Giscard intervient aussi alors qu'au plan national les querelles s'aggravent au sein de la majorité. En Lorraine, cela se traduit par des escarmouches entre notables bourgeois. C'est tout d'abord le duel Messmer-Servan-Schreiber pour la course à la présidence du conseil régional. Messmer reproche à JJ-SS de trop parler et d'en faire peu.

Parmi les autres querelles il y a la question de la municipalité de Nancy. Trois listes se disputent l'investiture. Chacun quettera un geste, une parole de Giscard qui légitimerait sa liste. Avant son voyage, Giscard a dépêché sur place plusieurs ministres ou des membres des états-majors des partis bourgeois pour resserrer les rangs, tenter de donner un peu de cohésion à cet édifice. Ainsi l'exemple de Longwy où un certain nombre de maires, de parlementaires de la « majorité » ont constitué un comité de défense de l'emploi, ont déclenché une grève administrative et menacent même d'appeler à une journée d'action le 15 décembre, est significatif des multiples contradictions qui traversent actuellement les partis au pouvoir.

Suite p. 3

AUJOURD'HUI, À STRASBOURG

**L'ALSACE DIT :**

- Non au plan d'austérité
- Nous voulons vivre et travailler au pays



Schlumpf à Malmerspach : l'Alsace conservatrice devient une image d'Épinal.

Lire en p. 2 notre enquête

Energie

**Contrôle  
dans les  
immeubles  
et sur les  
routes**

Dès aujourd'hui, les gendarmes vont se multiplier sur les routes, de préférence cachés dans les virages ou derrière les bosquets, l'œil fixé sur leurs radars.

Pour le gouvernement, la consommation exagérée d'essence, due entre autres aux excès de vitesse, serait un acte d'incivisme « de nature à compromettre l'emploi ! ». Les vitesses limites (90 et 110 km/h) pourraient même être encore abaissées, la chose n'en tendre.

L'autre volet du plan de restriction concerne le chauffage des immeubles et des locaux. Les immeubles collectifs étant jugés « gros consommateurs de chaleur », les experts gouvernementaux en économies d'énergie envisagent de limiter la température minimale de chauffage à 16 ou 17 degrés « loisir étant donné aux locataires d'utiliser des radiateurs d'appoint ». Une autre solution envisagée à moyen terme est l'équipement des appartements en « compteurs thermiques individuels ».

Enfin une hausse de l'essence, même si le gouvernement n'y tient pas trop vite (compte tenu du mécontentement qu'elle risque de cristalliser), ne peut être écartée pour le début de l'année 77.

Suite p. 6

Au cours d'un vote, l'Assemblée Générale de l'ONU a exigé de la France, le retrait de sa base militaire à Djibouti.

**LES MARINS-PÊCHEURS  
ET LA NATURE DE  
L'UNION SOVIÉTIQUE**

Lire en p. 12 le reportage  
d'Éric BREHAT

- Rhône Poulenc Textile, contre le lock-out, les travailleurs manifestent dans la rue
- Hier et aujourd'hui, journées d'action dans les Caisses d'Épargne.
- Textile : un million et demi d'emplois supprimés d'ici 1985, en Europe.
- Nouvelles menaces sionistes contre le Sud-Liban Lire en p. 8 les nouvelles de Palestine occupée

## Giscard à Strasbourg

Huit mois après l'inauguration du tunnel routier de Sainte-Marie-Aux-Mines, reliant les vallées vosgiennes à la plaine du Rhin, Giscard retourne en Alsace. Il sera aujourd'hui à Strasbourg. Il y a huit mois, ont parlé beaucoup au gouvernement de bout du tunnel, Giscard n'avait pas été avare de promesses annonçant notamment la création de dix mille emplois par an, les travailleurs Alsaciens ont constaté qu'une nouvelle fois le gouvernement les avait trompés et que leur situation s'était aggravée. Si Giscard qui débute par l'Alsace et la Lorraine une série de voyages en province, espère y trouver un soutien populaire et rehausser son prestige déficient, il se trompe. Le temps est révolu où l'Alsace semblait dans sa grande majorité soutenir le gouvernement. Aujourd'hui, la voix de l'Alsace c'est celle des ouvriers des usines Schlumpf qui seront présents avec des milliers d'autres travailleurs à Strasbourg à la manifestation appelée par les syndicats contre l'austérité et le plan Barre, pour «vivre et travailler au pays».



# MANIFESTATION A L'APPEL DES SYNDICATS L'ALSACE BOUGE

Mercredi, les partis de la coalition gouvernementale avaient loué une pleine page du quotidien régional «Les Dernières Nouvelles d'Alsace» pour inviter les Alsaciens à venir manifester leur soutien à Giscard. Il se trouvera bien quelques dizaines de bourgeois flanqués d'autant de flics en civil pour applaudir au passage de Giscard. La presse publiera le lendemain la traditionnelle photo du président embrassant l'Alsacienne en costume folklorique. Mais il sera bien difficile de faire croire aux travailleurs que l'Alsace soutient Giscard.

Derrière les clichés

d'une Alsace conservatrice, la réalité s'impose, les luttes qui se sont multipliées dans la classe ouvrière et dans la paysannerie font voler en éclats ces mythes du passé. La lutte des travailleurs de Schlumpf a révélé avec éclat ce changement. Mais il ne s'agit pas d'un coup de tonnerre dans un ciel serein. D'autres luttes l'ont précédé et l'accompagnent. Parmi celles-ci la lutte à Clark contre les licenciements qui depuis l'occupation de plusieurs semaines il y a un an s'est poursuivie cette année par diverses actions : grèves, séquestration de la direction, manifestations...

En 76, des dizaines d'entreprises ont lutté contre les licenciements sur les salaires ou les conditions de travail : Rhône Poulenc à Chalmépé, Rhénalu : 4 semaines de grève, General Motors : occupation sectorielle pendant 2 semaines, Siemens à Haguenau, Tellec à Strasbourg, et actuellement les sablières de la Huningue, la SPIE Batignolles à Fessenheim en grève depuis plus d'un mois...

### VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS

Les aspirations au changement se sont cristallisées autour de la lutte

des travailleurs des usines Schlumpf de Malmerspach, Gluck et Erstein. Trente mille personnes sont venues à la journée portes ouvertes de Malmerspach, quinze mille à Erstein. Ce qui s'est exprimé dans ce mouvement c'est la volonté de vivre et travailler au pays. Les travailleurs refusent la fermeture des usines parce qu'elle entraîne pour eux l'exode, la désertification économique d'une partie de l'Alsace. Le mouvement autour de Schlumpf est également révélateur de la perte de confiance généralisée dans le gouvernement et ses promesses, et de la prise de conscience de la nature des scandales locaux. Le scandale des frères Schlumpf qui se sont enfuis en Suisse après avoir amassé une fortune sur la sueur de leurs ouvriers a éclaboussé l'ensemble du patronat et des notables alsaciens qui jouaient pour dupes les travailleurs sur le particularisme alsacien.

des du PS et du PCF qui se sont placés à la direction des syndicats mettent pour empêcher les travailleurs en lutte de se coordonner ou pour exclure des syndicats les éléments les plus avancés.

### HESITATIONS ET MURISSEMENT POLITIQUE

Le programme commun est contesté. La direction de la CGT qui s'en est fait le défenseur a vu son influence décroître lors de la dernière venue de Séguy à Strasbourg, moins de 1 000 personnes assistaient à son meeting. Il y a cinq ans plus de 1 500 travailleurs étaient venus l'écouter. Dans plusieurs entreprises, des militants CGT, écœurés par le poids du PCF sur le syndicat et son attitude dans les luttes l'ont quitté

et ont fondé des sections CFDT, c'est le cas notamment à Erstein. Le PS tente de profiter des luttes pour renforcer son influence, mais la perspective d'un gouvernement de gauche demeure peu enthousiasmante.

L'expérience passée des Alsaciens qui ont connu plusieurs périodes d'occupation et le fascisme hitlérien explique leurs hésitations actuelles à engager une lutte plus large sans savoir sur quoi elle peut déboucher. Mais on est loin de la passivité et de la résignation réactionnaires complaisamment colportées à propos des Alsaciens.

Les hésitations actuelles sont le signe d'un mûrissement politique de la part des travailleurs alsaciens.

Serge LIVET

## Les petites usines ferment les unes après les autres

Un des aspects originaux du développement économique de l'Alsace : l'implantation d'une multitude de petites entreprises dans les vallées est en train de disparaître. Les petites usines ferment les unes après les autres, réduisant à néant l'activité de nombreuses communes et obligeant les travailleurs à l'exode vers les grands centres.

Cette semaine, au moins deux petites usines ont encore déposé leur bilan :

- La SMID à Mulhouse, entreprise de machines-outils qui emploie une centaine d'ouvriers, il y avait déjà eu 30 licenciements.
- Confidentia à Kirwiller, distilleries employant quatre vingt ouvriers annonce trente huit licenciements.

En octobre, il y avait 21 351 demandes d'emploi non satisfaites, selon les fichiers de l'Agence de l'emploi pour les deux départements alsaciens, ce qui est loin de donner la mesure exacte du chômage. Le chiffre de 35 000 chômeurs serait plus proche de la réalité. De septembre à octobre le nombre de chômeurs inscrits a augmenté de 3,5 %.



Une petite usine de textile fermée

celui des offres d'emploi a baissé de 18 %.

Giscard lors de son dernier voyage, il y a huit mois avait annoncé une série de mesures pour favoriser l'investissement et le développement de l'économie alsacienne, création de 10 000 emplois par an. Depuis, il y a eu cent seize emplois créés, alors que chaque jour de nouveaux licenciements sont annoncés : cent quatre vingt quinze à Clark, trente trois à Sarre Union aux établissements Docks, quinze aux sablières de Huningue, etc...

On ne peut pas parler de l'emploi en Alsace sans parler des frontaliers. Ils sont vingt sept mille à passer chaque jour la frontière pour aller travailler en Allemagne ou en Suisse. Ils sont eux aussi touchés par le chômage : il y a environ sept mille frontaliers au chômage actuellement.

Quant aux projets de développement annoncés, beaucoup sont remis en cause : les mini-acieries ne sont plus au programme, ou alors ils ne sont pas créateurs d'emploi et menacent l'environnement : centrales nucléaires.

### PRENDRE EN MAINS NOS LUTTES

Dans la lutte de Schlumpf comme dans d'autres luttes récentes : Clark, ce qui s'exprime également c'est la volonté des travailleurs de prendre en main leurs luttes, et de conduire démocratiquement, de rompre avec une direction bureaucratique des luttes par une poignée de dirigeants syndicaux.

Cette volonté de prendre en main les luttes et de rejeter toute manipulation débouche sur l'aspiration à coordonner les luttes, à réaliser l'unité des entreprises en lutte. Il y a chez les travailleurs alsaciens la conscience que la victoire contre le plan Barre passe par un mouvement d'ensemble qui doit s'édifier autour des usines actuellement en lutte. Des freins et des hésitations subsistent toutefois. Les freins sont ceux que les mem-

## LES PARTIS BOURGEOIS EN ALSACE

L'Alsace depuis la Libération est une terre d'élection pour les partis de droite. Le MRP, le parti démocrate chrétien français y réalisait ses meilleurs scores, avant que De Gaulle ne rassemble sur son nom ou sur les candidats se réclamant de lui, un pourcentage élevé de suffrages. L'implantation des partis «centristes» et gaulliste en Alsace tient pour une part à l'emprise de la religion, catholique ou protestante dans cette région, mais pour l'essentiel elle provient de l'image de «libérateurs» qu'ont su se donner les leaders de ces partis, et en particulier De Gaulle dont la popularité était liée au fait qu'il est apparu comme celui qui a libéré l'Alsace de l'occupation nazie. Le prestige de De Gaulle était d'autant plus grand que la résistance armée en Alsace est demeurée très faible.

Actuellement l'Alsace a neuf députés UDR et quatre réformateurs, mais l'influence de ces partis est en baisse. Giscard n'a pas le

prestige du «libérateur» pour camoufler la nature de sa politique. La désaffection vis à vis de la coalition présidentielle profite pour l'instant au PS qui réussit à apparaître encore comme un parti neuf.

Aux élections cantonales, le PS a enlevé trois sièges de conseiller général à la «majorité».

Par contre le PCF perd de son influence dans les quelques points où il est implanté. Ayant adopté comme point de vue que les Alsaciens sont atterrés, il axe sa propagande sur le thème de la main tendue aux chrétiens : Paul Laurent doit tenir un meeting sur ce thème le 1<sup>er</sup> décembre à Strasbourg.

Les querelles internes à la coalition présidentielle sont particulièrement vives dans certaines villes d'Alsace. A Colmar notamment le CDS s'est déjà mis sur les rangs en présentant pour les municipales une liste, sans conclure d'accord avec «ses partenaires» de l'UDR.

## Face au mécontentement des travailleurs lorrains GISCARD SE DEFILE

Suite de la p. 1

A «GAUCHE» : RIEN  
DE NOUVEAU

Le PS dans un contre-plan qu'il a élaboré s'entend à la solution de diversification de l'industrie, à la prise de participation de l'Etat dans la sidérurgie. Une particularité : le CERES influençant de manière importante la CFDT, l'Union régionale a pris position pour la nationalisation.

Pour le PCF, la solution c'est la nationalisation de la sidérurgie : «la meilleure restructuration» comme l'affirmait Polipanski, dirigeant du PCF. Dans le même temps que la nationalisation, comme la Saviem n'est pas venue là où le PCF la demandait, il demande maintenant pour la région de Longwy-Villerupt une usine de moteurs pour la Saviem : entreprises nationalisées avant tout !

Sur la question des municipales, le PCF plus particulièrement proclame que tout est clair. Mais à Nancy, qui retrouve-t-on en tête de liste du programme commun ?

Un membre du PS, Cu-reau qui collaborait avec la municipalité actuelle de tendance giscardienne. Alors que dans «sa lutte passée pour élever la qualité de l'union» le PCF ne cessait de critiquer violemment le PS sur ce point. A cet aspect, il joint la «bataille»... pour le nombre respectif de sièges de chaque organisation ; les négociations piétinant jusqu'à maintenant sur ce point.

Midi, place d'Armes à Metz. Quelques centaines de personnes attendent Giscard qui vient d'inaugurer l'autoroute A 4. Dans une place pratiquement vide,

quelques minets giscardiens arborent une banderole : «Les jeunes avec Giscard». Quelques bourgeois congestionnés portent celle de l'UDR de la Moselle. Pourtant les tentatives n'ont pas manqué pour remplir la place : les enfants des écoles avaient été invités, mais parents et instituteurs s'y sont opposés. Au dernier moment, on a libéré avant l'heure les élèves d'un lycée proche, mais ils ne sont pas venus.

Un peu plus loin, les travailleurs d'un chantier regardent, c'est la pause casse-croûte : «Il a le temps de se ballader lui. Nous on

travaille. Et avec l'essence qui augmente, ce n'est pas demain qu'on ira se promener».

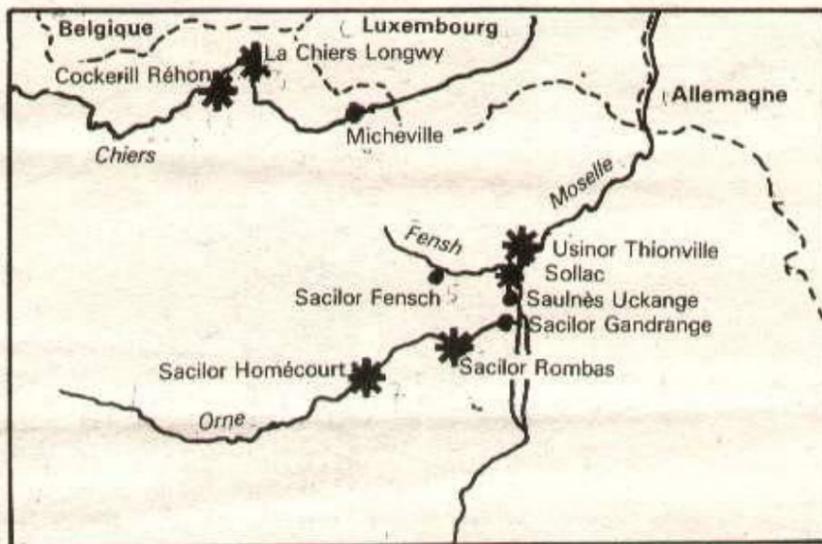
Nancy, 17 h. A l'inauguration du «monument aux morts de toutes les guerres», il y a aussi peu de monde et le même public d'étudiants cravatés et de dames bien mises. Dans les rues de la ville, personne ne s'arrête.

19 h, place Stanislas. Même scénario : minets giscardiens et bonne société nancéenne.

Les tractations entre partis de gauche avaient finalement abouti à trois

manifestations, l'une à Briey, une à Metz et une à Nancy. Dans la mesure où aucun appel n'avait été fait dans la sidérurgie, la mobilisation est restée faible. A Nancy, où le PCF voulait marquer des points par rapport au PS, il tentait d'imposer ses mots d'ordre et sa sono, en vain. Bien que la manifestation se déroulat à cinq kilomètres de la ville dans un endroit peu accessible, les mots d'ordre «Non au plan Barre», «Ce n'est qu'un début, n'attendons pas 78, frappons plus fort qu'en 68 !» furent fortement repris.

### La restructuration dans la sidérurgie lorraine



★ Usines les plus gravement touchées par les projets de la bourgeoisie.  
● Autres concentrations sidérurgiques importantes.

D'ici à 1980, tous les convertisseurs Thomas et les fours Martin de la sidérurgie lorraine doivent disparaître. Ainsi, une deuxième vague de licenciements, touchant de 14 000 à 20 000 travailleurs, se prépare, dans une région qui avait déjà dû subir les effets du plan Dherse en 1971. Les produits plats — tôles minces — (SOLLAC) seront également en partie touchés. Ce plan avait déjà réduit considérablement l'activité de certaines entreprises, comme celle de Micheville. Cette fois, le nouveau plan patronal entraînera certainement des licenciements dans toutes les entreprises de la sidérurgie lorraine. Mais certaines d'entre elles feront l'objet de coups particulièrement graves.

## Marseille APRÈS MITTERRAND, DEFERRE S'ADRESSE AU PATRONAT

«Comme à Paris, un grand débat public et contradictoire avait lieu à Marseille le jeudi 25 novembre au Palais des Congrès, Parc Chanot.»

Depuis samedi 20 novembre, les lecteurs du Provençal sont chaque jour tenus au courant de ce «grand débat public avec J. Attali, conseiller économique de François Mitterrand, sous la présidence de Gaston Defferre, sur le thème : les chefs d'entreprise et le programme commun».

Les premières réponses aux invitations sont arrivées : un gros entrepreneur de travaux publics, un représentant de la Jeune Chambre Économique, un autre du centre des jeunes dirigeants d'entreprise et Pierre Terrin, lui-même, grand pa-

tron de la réparation navale, nommé depuis le 24 septembre 1976 président du port autonome de Marseille avec le soutien des plus hautes instances patronales. C'est sur lui que le patronat compte pour régler le problème social, pour «maintenir en bonne forme l'outil de la réparation navale», comme disait le n°42 d'Objectif Sud, journal de Génoyer, nouveau directeur de Griffet.

Les premières vagues de licenciements, de lock out, d'atteintes aux libertés syndicales, ont déjà touché plusieurs entreprises de ce secteur (la STIFA et la SNEF...)

### GRINCEMENTS DANS LA MACHINE

Malgré les bons services

rendus au patronat local (rappelons-nous CODER et Griffet), Defferre doit esquisser des refus. Monsieur Deguignes, président de la Chambre de commerce, avait tout d'abord accepté l'invitation de son grand ami, mais le bureau de cet organisme et certains membres de la Chambre patronale lui ont demandé de se retirer. Defferre s'est alors fâché tout rouge. Après avoir fait remarquer que c'était là «une preuve de manque de curiosité et même d'une étroitesse d'esprit regrettable», il menace : «Qu'ils ne soient pas étonnés si, à l'avenir, le problème de la composition du corps électoral des chambres de commerce est remis en cause. Qu'ils ne soient pas surpris si la municipalité — qui a souvent aidé les

chambres de commerce, même quand elle n'y était pas tenue — par exemple pour l'allongement de la piste de l'aéroport de Marignane — les considère désormais comme des partisans, peu représentatifs du commerce et de l'industrie.»

Règlements de compte en perspective !

Cette affaire n'a jusqu'ici donné lieu à aucun prise de position du PCF, prêt à tout pour «constituer des listes d'union dès le premier tour», comme vient de le confirmer le comité fédéral des Bouches du Rhône, avec Gaston Defferre en tête de liste, «pour défendre les travailleurs».

Robert RIVIÈRE

## problemes 20 du marxisme-leninisme

### 1-A PROPOS DE L'OC GOP ET DE RÉVOLUTION

Dans ces thèses de l'OC-GOP et de Révolution I, révisionnistes et réformistes doivent être intégrés à l'unité de lutte de la classe ouvrière contre les patrons, la bourgeoisie et l'Etat. (Voir QdP d'hier).

Il y aurait donc d'une part cette lutte qui exige l'unité avec les révisionnistes et d'autre part le moment de la lutte contre le révisionnisme — étroitement circonscrit — envisagé de façon séparée — isolée — et subordonnée aux exigences de l'unité. La démarche des révolutionnaires consiste alors à tenter de prendre en défaut les révisionnistes, de profiter de leur impuissance, de leur carence, et cela dans les conditions de crise. Voilà qui laisse donc l'initiative — dans les faits — aux révisionnistes et aux réformistes. Cette démarche repose d'ailleurs sur une vision unilatérale de la situation dans la classe ouvrière, où est affirmée l'hégémonie réformiste sur les masses, et où sont niées les luttes et les victoires, les oppositions quotidiennes des masses à l'emprise révisionniste — qu'il faut justement systématiser si on veut qu'elles deviennent conscience et force. Perdre de vue cela, c'est en réalité envisager le révisionnisme comme une chappe sur la classe ouvrière, et à n'envisager les contradictions de celui-ci avec les masses que lors de luttes ouvertes. Cette manière d'envisager le problème de la lutte contre le révisionnisme ne peut en réalité que renforcer les illusions que tentent de distiller les révisionnistes quant à leur prétendue nature de défenseurs de la classe ouvrière. Si elle peut détourner momentanément et temporairement des travailleurs de l'orientation révisionniste, elle ne les arme en aucune façon pour s'arracher à l'influence du PCF. Cette tactique contraint concrètement les révolutionnaires à une situation d'attentisme, vis-à-vis du révisionnisme. C'est perdre de vue une fois de plus la nature même de l'emprise réactionnaire des révisionnistes et des réformistes. C'est «oublier», mettre entre parenthèses, la nécessité d'une lutte permanente, de tous les instants où les marxistes-léninistes ont l'initiative contre les révisionnistes qui, en tous points et sur toute question s'opposent en définitive à l'intérêt des masses. D'ailleurs, fait tout-à-fait significatif dans la démarche proposée ici, les forces révolutionnaires dans la classe ouvrière se développent à côté du révisionnisme. Dans cette démarche, le couple de contraires — marxisme-léninisme/révisionnisme dans la classe ouvrière est représenté sous forme de deux pôles juxtaposés, séparés, et non comme deux aspects en lutte dont l'avancée ou le recul de l'un agit nécessairement sur la place relative de l'autre. S'opposer à cette orientation fautive, en ce qui concerne la lutte contre le révisionnisme, exige pour les M.L. de lier étroitement la lutte contre la bourgeoisie au pouvoir et la lutte contre le révisionnisme. Cela exige une lutte multiforme à laquelle doivent être associés des travailleurs encore influencés par ces forces, mais s'y opposant sous certains aspects. La recherche permanente du compromis et la subordination de la lutte à l'unité avec les révisionnistes ne peut fonder une tactique de lutte conséquente. Mais on ne peut séparer cette question de celle de l'édification du Parti Communiste, c'est ce que nous examinerons demain.

(à suivre)

## Conseil des ministres en province

La campagne électorale est visiblement ouverte. Et, en même temps que les impératifs de celle-ci, il se pose à l'équipe bourgeoise au pouvoir le problème d'améliorer son image de marque afin d'imposer aux masses populaires les mesures du plan Barre. De là cette frénésie «provinciale» qui saisit soudain Giscard : à la veille de son voyage en Lorraine, le Conseil des ministres prenait en effet la décision, avant-

hier soir, de se réunir mercredi prochain à Lille, et au début de 1977 à Rennes.

Donner l'image d'un pouvoir «proche de la réalité», sensible aux préoccupations des masses dans les différentes régions ainsi visitées, voilà le but de l'opération. Mais c'est aussi un manque d'imagination : Giscard avait déjà essayé ce système, sans succès peu après son élection.

## LUTTES OUVRIÈRES

Rhône-Poulenc Textile (Péage)

## Contre le lock-out, LES TRAVAILLEURS MANIFESTENT DANS LA RUE

Sous prétexte que «la liberté et la sécurité du travail ne sont plus assurées» à Péage-de-Roussillon, Rhône-Poulenc Textile inflige aux ouvriers du secteur Acétate un «chômage technique» (à dater du 24 novembre) qui a toutes les allures d'un lock-out à froid ! Après la fermeture de la filature de R.P.T. Péage, le 22 septembre, et les réactions ouvrières (manifestations locales et à Lyon, participation aux initiatives HA.CUI.TEX. etc), la direction veut accélérer la liquidation de RPT-Péage de Roussillon et casser toute réplique. Mais face aux mensonges patronaux sur la «liberté du travail», à ce «chômage technique» provocateur, les ouvriers de RPT sont là pour prouver que c'est précisément le droit à l'emploi sur place, la liberté de vivre et travailler au pays qu'ils défendent en luttant, en refusant la liquidation de Péage-de-Roussillon !

Mardi soir la direction Générale de Rhône Poulenc Textile décidait de nouveau le lock out des ateliers de Péage de Roussillon encore en activités (Ateliers des flocons). Le prétexte : les travailleurs qui occupent l'usine contre les 356 licenciements de l'atelier acétate troubleraient la bonne marche de l'usine et créeraient «un climat d'insécurité et de désordre».

C'est en avançant ces grossiers mensonges que la direction lock-out. Son but ? Diviser les travailleurs ! Elle prétend que «le lock-out ne cessera que lorsqu'il n'y aura plus d'éléments extérieurs à l'usine» c'est-à-dire lorsque les travailleurs licen-

ciés ne seront plus présents ! Son but, opposés les licenciés (qui sont actuellement payés par le préavis) aux lock-outés qui eux ne seront pas payés.

Mais une première riposte jeudi matin a rassemblé dans la rue, unis les travailleurs de Rhône Poulenc Textiles de Péages de plus ou moins long terme c'est l'ensemble du secteur textile Rhône Poulenc qui est menacé !  
Correspondant

### A L'HOPITAL St ANTOINE PARIS XII<sup>e</sup>

## Un test qui tourne court !

Depuis le 13 novembre dernier, la direction de l'hôpital St Antoine a interdit subitement à une partie du personnel l'entrée et le stationnement des voitures dans l'hôpital, sous prétexte de «revoir et étudier le problème du stationnement».

La direction autorisant seulement une partie du personnel à entrer, ceci en principe... à partir de critères tels que : «Habiter en banlieue, conduire un enfant à la crèche, handicap physique, etc...»

Mais en fait une partie importante du personnel qui répondait pourtant à ces critères ne pouvait pas entrer !... Les passe-droits étaient nombreux.

Après avoir parlementé à plusieurs reprises, le personnel s'est fâché !...

Hier jeudi 25 novembre, il a bloqué l'entrée principale de l'hôpital de 6 h 30 à 12 h en ayant bien soin de diriger les ambulances, médecins, voitures de livraisons etc... vers l'entrée secondaire.

Lorsque la directrice s'est présentée à l'entrée, avec sa voiture, elle a été très «entourée», mais a refusé de discuter, et a abandonné sa voiture au milieu de la rue. C'est un inspecteur de

police qui l'a rangée !)

L'intervention de policiers en civil n'a rien changé à la détermination du personnel, alors à 12 h la direction recevait le personnel concerné et acceptait de revoir le problème. En fait, il a été réglé dans l'après-midi : le personnel ne s'y est pas trompé ; le stationnement des voitures n'est qu'un «prétexte» de la nouvelle directrice pour «tester» la combativité du personnel, en vue d'appliquer d'autres mesures plus sévères et plus directement liées au travail. Exemple : les repos le dimanche sont passés de un sur deux, à un sur trois, les deux jours de repos hebdomadaires ne seront plus consécutifs qu'une semaine sur deux, etc...

Non seulement les travailleurs concernés ont bien compris le coup, mais le personnel qui était dans les services, est venu par roulement témoigner sa solidarité à ceux qui intervenaient devant l'hôpital.

La lutte a été menée par la CFDT avec des militants de base et des adhérents de la CGT ; la direction syndicale CGT n'a pas bougé : il faudra bien s'en expliquer ! Ce n'est qu'un début... la lutte continue !...

Corr. St Antoine

## TEXTILE

# VERS DE NOUVELLES VAGUES DE LICENCIEMENTS

C'est au moment même où Giscard vient en Alsace pour tenter entre autres, de «rassurer» les travailleurs sur le chômage qui frappe la région (et plus particulièrement le Textile des vallées vosgiennes haut-rhinoises et d'Ernstein) que sont rendues publiques de sinistres prévisions du patronat européen du Textile et de la Rayonne, reprises en France par Renaud-Gillet (le PDG de Rhône-Poulenc Textile, un «expert» en liquidation d'entreprises !)...

Giscard à Strasbourg va trouver devant lui «l'affaire Schlumpf», son contingent de licenciements et toute la restructuration en cours du textile alsacien. «Si le président veut regarder l'Alsace au fond des yeux, il y lira la colère !» disait récemment l'un des responsables CFTD de Schlumpf-Malmerspach. Les ouvriers du textile d'Alsace parmi les premiers auront à «lui dire ses quatre vérités et faire entendre clairement que les vallées textiles ne veulent pas mourir».

L'UDR et son responsable strasbourgeois, A. Bord, tente actuellement de rassurer les travailleurs sur l'avenir de Schlumpf. Par l'intermédiaire de la société d'administration provisoire du groupe des Filatures de Gluck, Ernstein et Malmerspach (la CO.GE.FI.) ils essaient de faire accepter une «solution de moindre mal» (10% de licenciements au lieu de quarante... dans un premier temps !) que refusent les ouvriers en lutte chez Schlumpf pour le maintien total d'emplois sur place. Mais cette manœuvre UDR, destinée à passer tant bien que mal le cap de 78 face à un PS qui gagne du terrain en Alsace, ne cadre guère avec les décisions d'ensemble de la bourgeoisie sur l'avenir du textile en Europe ! Bien sûr le récent «Schéma d'Orientation et d'Aménagement de l'Alsace» (rendu public le 22 octobre dernier), que Giscard vient vanter comme un fleuron de son activité présidentielle «en faveur de l'Alsace», affir-

me qu'il va «assurer du travail là où est la population et réanimer des zones en régression en y recréant une offre d'emploi»...



Mais qu'est-ce que ça peut bien vouloir dire pour les vallées textiles d'Alsace ? Florival, Berglas-Kiener, Procédés Elastics, Schlumpf : autant d'emplois déjà frappés dans le cours de la crise qui secoue le secteur.

En septembre dernier, les Fédérations CGT et CFDT de l'habillement et du textile avaient tiré un signal d'alarme !

1 500 000 EMPLOIS  
SUPPRIMÉS DANS  
LE TEXTILE EN  
EUROPE D'ICI 1985 !

Le patronat restructure la branche à tour de bras et l'emploi se détériore à un rythme accru, depuis 1972 et surtout depuis 74, tandis que grimpe la productivité. L'accélération de la concurrence des productions effectuées en Asie du Sud-Est (accompagnée de la perte des marchés internationaux correspondants) frappe

encore. Les dégraissages successifs de ce qui fut l'empire Boussac, l'affaire Schlumpf aujourd'hui, n'auront été qu'un avant-goût, si l'on en croit le rapport introductif de la Conférence Internationale des pays signataires de l'Accord Multi-Fibres (qui se tient à Genève la semaine prochaine).

On savait déjà que d'ici 1985, de 20 à 25% des effectifs du secteur textile (toutes branches confondues) devaient être touchés dans les Vosges, selon une enquête économique de la Région Lorraine. Mais Raymond Barre, à Troyes début novembre, avait précisé qu'il était impératif «que l'industrie textile s'adapte aux conditions actuelles par des efforts de restructuration, de productivité et d'innovation». Et on connaît ce que ça va signifier en pertes d'emplois et en intensification du travail dans le secteur ! Voilà maintenant que les bourgeoisies européennes nous annoncent la suppression assurée de 1 500 000 emplois dans les entreprises du textile, au niveau de la CEE, ainsi que le confirmait d'ailleurs le PDG de Rhône Poulenc, Renaud-Gillet, à Lille, mardi. La moitié du secteur habillement européen serait de la sorte visée, avec de graves conséquences pour des régions entières : Nord Pas-de-Calais, Alsace, Vosges... ainsi que des branches complètes dans les fibres et rayonnées synthétiques.

Face à ces projets liquidateurs et que le plan Barre épouse, les travailleurs de Rhône-Poulenc, ceux de Schlumpf... montrent la voie de la réplique. Mais elle ne saurait rester isolée et échelonnée dans le temps sans danger. Affirmer cela et travailler à l'unification et au développement de luttes coordonnées contre la crise et le plan Barre, c'est là une seule tâche, celle de l'heure !

Stéphane RAYNAL

TANDIS QUE LE PS ORGANISE LA «CHASSE AUX SORCIÈRES» DANS LA CFDT-BERLIET...

LES «ÉTRENNES» DE PAUL BERLIET :

14 000 CHÔMEURS PARTIELS  
FIN DÉCEMBRE !

Entre Noël et le Jour de l'An, 14 000 travailleurs de Berliet seront en chômage technique pendant cinq jours ! C'est vendredi dernier que la direction a révélé ce cadeau de fin d'année lors de la réunion du Comité d'Entreprise. Berliet justifie cette mesure en dressant un sombre tableau de la situation du trust à commencer par la chute des ventes à l'étranger. Au moment où le

chômage partiel et les licenciements s'abattent sur la sidérurgie, c'est maintenant le secteur automobile qui est frappé de plein fouet.

Mais pour les gens du PS dans la CFDT-Berliet, contre qui s'agit-il de mener la lutte : contre les «gauchistes» ou contre la direction et son plan de chômage ? Leur «choix» les juge !

*Journées de grève  
des dockers de Dunkerque  
contre la répression d'Usinor  
et pour le maintien  
des avantages acquis*

Mercredi toute la journée, les dockers du port autonome de Dunkerque étaient en grève pour exiger la levée immédiate des sanctions disciplinaires et des menaces de licenciements contre deux portiqueurs employés par Usinor. Cette grève a été décidée mercredi matin. Plusieurs manifestations des travailleurs du port les jours précédents n'avaient pas réussi à faire plier Usinor qui considère de plus en plus le port autonome comme son domaine privé et entend notamment rogner un à un les acquis des luttes des dockers et notamment leur priorité d'embauche par l'administration portuaire elle-même et non par le maître des Forges.

## LUTTES OUVRIÈRES

Caisses d'Épargne Parisiennes **52<sup>e</sup> JOUR DE LUTTE****IL FAUT PRENDRE  
DES INITIATIVES NOUVELLES**

«Écoute, on ne peut plus se contenter des Assemblées Générales interminables où on fait de grands discours, mais d'où rien ne ressort», «C'est vrai, on ne peut plus rester entre nos quatre murs : il faut sortir, prendre des initiatives nouvelles». Telles étaient les réflexions les plus significatives qui ressortaient lors des discussions

engagées par petits groupes, rue du Louvre, avant que ne se tienne l'Assemblée Générale quotidienne. Ces réflexions émanaient de quelques dizaines de grévistes qui depuis plusieurs jours, se battent pour que la volonté de lutte se concrétise dans de nouvelles actions.

Oui, la volonté de lutte est grande après 52 jours de lutte : c'est toujours avec un grand enthousiasme que les 800 grévistes ont voté hier la continuation de la lutte. Mais il faut lui donner un sang nouveau. C'est d'autant plus important que le conseil d'administration, après sa réunion, vient de faire savoir «qu'il n'était plus question de négociation» et que de plus «cela était sa réponse définitive». Autrement dit, devant l'échec de sa tentative de pourrissement, il choisit l'intransigeance la plus totale.

**LA VOLONTE DE LUTTE  
NE TOMBE PAS  
DU CIEL !**

Mais qu'une partie des grévistes aient en tête des propositions mobilisatrices est une chose, encore faut-il qu'ils puissent les exprimer, surtout pour convaincre leurs camarades de leur justesse, tant il est vrai qu'une proposition n'est reprise que si elle convainc de son efficacité. Or, force est de constater que depuis quelques jours, les propositions d'action ne sont pas suffisamment débattues dans le cadre des assemblées générales mais renvoyées uniquement à la discussion de l'inter-syndicale. Telle est la question qui a été beaucoup discutée. Ainsi des grévistes se demandent par exemple, face aux propositions de reprendre les manifestations, si le point de vue selon lequel «les manifestations ? La question est d'abord de savoir si l'ensemble du personnel est d'accord pour continuer le mouvement» est bien juste. Le désir de continuer la lutte ne tombe pas du ciel, ne peut se faire que si les grévistes sont convaincus qu'une telle initiative pourra bien contribuer à la victoire.

C'est ce que rappelait un délégué syndical : «Discuter les propositions en inter-syndicale ? Mais tout peut être discuté ici ! Un employé soulignant qu'en plus de ces discussions, il faut ensuite passer au vote directement. Ce fonctionnement permet en plus, de prendre des décisions rapidement. Ainsi, avant hier, a pu être mise en pratique la

décision d'une manifestation hier matin, à l'hôtel Lutétia où se tenait une conférence du conseil d'administration.

Hottinguer, que celui-ci entend bien préserver envers ses clients. Il est nécessaire que les partisans de ces initiatives en

montrent encore plus l'importance, convainquent leurs camarades et avancent ainsi vers des succès.



**DEBATTRE DE  
LA QUESTION :  
COMMENT AVANCER ?**

Ainsi, le débat nécessaire sur «Comment avancer» dans la situation nouvelle a commencé à être amorcé. L'idée de bloquer l'ensemble des caisses d'épargne n'a pas encore été adoptée : beaucoup pensent que nous ne sommes pas tous d'accord là dessus. Mais pourquoi ? N'est-ce pas parce que certains d'entre nous n'en voient pas la nécessité. Et n'est-ce pas nécessaire ? Cela permettrait le blocage des fonds de roulement, donnerait un coup à «l'image de marque» à laquelle semble tenir la direction : nous n'en voulons pour preuve que la publicité qui est faite sur «les bienfaits des caisses d'épargne» dans le métro.

L'idée de faire des manifestations «surprises» chez le banquier Hottinguer n'est encore reprise que par une partie des grévistes. S'agit-il de faire de «la casse» ? Bien sûr que non ! Tout au contraire, de telles initiatives outre qu'elles permettraient de faire connaître encore plus la lutte, recevraient un soutien actif (ainsi un représentant des employés du Ministère de l'Équipement, apportant le résultat d'une collecte affirmait hier «nous sommes prêts pour peu que vous preniez de nouvelles initiatives, à nous y associer») et saperait une fois de plus «l'image de marque» de la banque de

**LA PREMIÈRE  
DES DEUX JOURNÉES  
D'ACTION LARGEMENT  
SUIVIE**

C'est hier matin qu'a commencé la première des deux journées nationales d'action dans les Caisses d'Épargne. Cette première journée a été largement suivie. Rappelons que l'objectif de ce mouvement est le maintien du statut des employés des Caisses, statut que le patronat veut remettre en cause. Accepter cette remise en cause reviendrait ni plus ni moins qu'à accepter une restriction des libertés syndicales, une attaque contre le pouvoir d'achat, l'accélération de la division par la mise en place d'un avancement suivant «la tête du client», la possibilité pour la Direction Générale de licencier du jour au lendemain (nous y reviendrons !).

L'inter-syndicale des Caisses d'Épargne Parisiennes a décidé que des délégations de grévistes iront aujourd'hui dans les succursales de province, rencontrer leurs collègues pour discuter de quelles initiatives prendre dans les jours à venir... A ce sujet, certaines sections syndicales dans plusieurs villes parlent de continuer le mouvement après les 48 heures nationales de grève, moyen de renforcer la lutte des employés des Caisses d'Épargne.

C'est dans cette situation,

Léon Grosse

**LA RÉPRESSION  
EN RÉPONSE  
AUX  
PROVOCATIONS**

«Dans la région Rhône-Alpes, les travailleurs de la construction sont particulièrement combattifs. Après la puissante grève de l'AREA (Société Autoroutière des Alpes), à Lyon l'entreprise Léon Grosse, ils ont mené l'action pour défendre les droits à l'emploi des camarades immigrés. Non content de refuser toutes négociations, le patronat avec l'aide des pouvoirs publics répond par

droit de grève des travailleurs et les mesures d'intimidation utilisées par le pouvoir et le patronat pour essayer de les culpabiliser et briser ainsi leur lutte. La crainte de perdre leur pouvoir doit décidément faire peur au gouvernement et aux employeurs pour que leurs discours et leurs actes soient à présent aussi «cohérents». Nous sommes, loin des discours sur la démocratie libérale avancée !

**Les 3 militants syndicaux  
de l'AREA libérés mais  
inculpés**

Les trois militants syndicaux de l'AREA (construction des autoroutes) arrêtés, ont été remis en liberté provisoire hier en fin d'après-midi. Ils sont inculpés de vol de documents.

**RASSEMBLEMENT À L'APPEL DE LA CFDT**

Vendredi 26 à 17 h 30

Devant le chantier de la Part-Dieu,  
également devant l'ORTF

la répression : à Lyon, les travailleurs occupant les chantiers de la Part-Dieu le 23 novembre, ont été sommés d'évacuer dans un délai de cinq minutes... et sans attendre ce délai, les forces de police ont foncé sur les grévistes et procédé ainsi à leur façon au dialogue. Pierre Thivond responsable du syndicat de la construction de Lyon et membre du Bureau Fédéral, blessé, a été gardé à vue pendant quatre heures par la police. Le lendemain, Patrick Voelkel, délégué CFDT à l'AREA était comme trois autres travailleurs, arrêté à son domicile et placé sous mandat de dépôt, son arrestation a duré 36 heures. A présent relâché, il est inculpé pour vols. La Fédération CFDT de la Construction et du Bois, la Confédération CFDT dénoncent ces atteintes inadmissibles au

L'action menée par les travailleurs, les luttes diverses menées dans les entreprises ont mis en échec la volonté du gouvernement et du patronat de faire payer par les travailleurs le prix de la crise et celui de la restructuration de l'appareil de production et de la reconstitution des profits patronaux.

Forte de la confiance que lui font les travailleurs, la CFDT continuera avec eux la lutte contre cette politique sociale rétrograde et pour, malgré la répression, créer les conditions de changements plus profonds.

Paris, le 25 novembre 1976

Communiqué commun  
Fédération  
CFDT Construction-Bois et  
Confédération CFDT  
Secteur «Action  
Revendicative»

R.F.

**En bref... En bref... En bref...**

● ENCORE UN PROCÈS CONTRE LES OUVRIERS DU «PARISIEN LIBÉRÉ» !

Les procès contre les travailleurs du «Parisien Libéré» qui maintiennent depuis près de deux ans, mènent une lutte courageuse pour la préservation de leur emploi, se multiplient. Après plusieurs autres qui se sont déroulés ces jours derniers, c'était hier à 14 heures, que seize nouveaux ouvriers du Livre comparaissaient devant le Tribunal Correctionnel de Pontoise. Une fois de plus, ils sont accusés du «vol»

de plusieurs exemplaires du «Parisien Libéré» ce torchon qui de plus en plus va finir dans les caniveaux et les égouts. Seize travailleurs du Livre sont donc passibles de un à cinq ans de prison et de 3 600 à 36 000 francs d'amendes ! Arrêtons cette répression !

Des ouvriers métallurgistes des «ateliers de structures intégrales» de l'entreprise Dassault, dans la ville d'Argenteuil, viennent d'occuper la Chambre patronale de l'UIMM (Union des Industries Minières et Métallurgiques) rue Wagram à Paris, afin de forcer la Direction à ouvrir des négociations sur leurs revendications. Ce qui a été fait. Les ouvriers s'opposent aux mutations actuellement en cours qui entraîneraient des pertes de salaires de 700 à 1 300 F par mois.

● DASSAULT (ARGENTEUIL) : LES MÉTALLURGIQUES OCCUPENT LA CHAMBRE PATRONALE ET IMPOSENT L'OUVERTURE DE NÉGOCIATIONS :

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## ENERGIE

# CONTROLE DANS LES IMMEUBLES ET SUR LES ROUTES

Suite de la p. 1

### LES DIFFICULTÉS DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Le souci de l'impérialisme français est de limiter à tout prix le déficit croissant de son commerce extérieur, déficit dû en partie aux importations du pétrole dont la France ne dispose pas sur le sol national. Après avoir pillé sans vergogne, les pays du Tiers Monde producteurs de pétrole, il se heurte aujourd'hui à une résistance accrue à une organisation plus solide de ceux-ci. L'impérialisme qui avait développé toute son économie, en faisant passer la question de la consommation d'énergie en arrière plan (vue le prix dérisoire qu'il accordait à ses fournisseurs) est désormais obligé de tenir compte de ce facteur, et d'envisager des mutations profondes. «L'Agence pour les économies d'énergie» a d'ores et déjà souscrit des «contrats sectoriels d'économie» avec plusieurs branches d'industrie particulièrement «énergivores». Objectif : cinq millions de tonnes en moins par an à l'horizon 1980. Des contrats sont déjà signés avec l'industrie des ciments, les raffineries, l'industrie chimique, en tout dix-sept

contrats correspondants à une réduction globale de 13% de la dépense d'énergie. Des procédés nouveaux de récupération de chaleur sont encouragés.

### UN PLAN D'UNE EFFICACITÉ DOUTEUSE

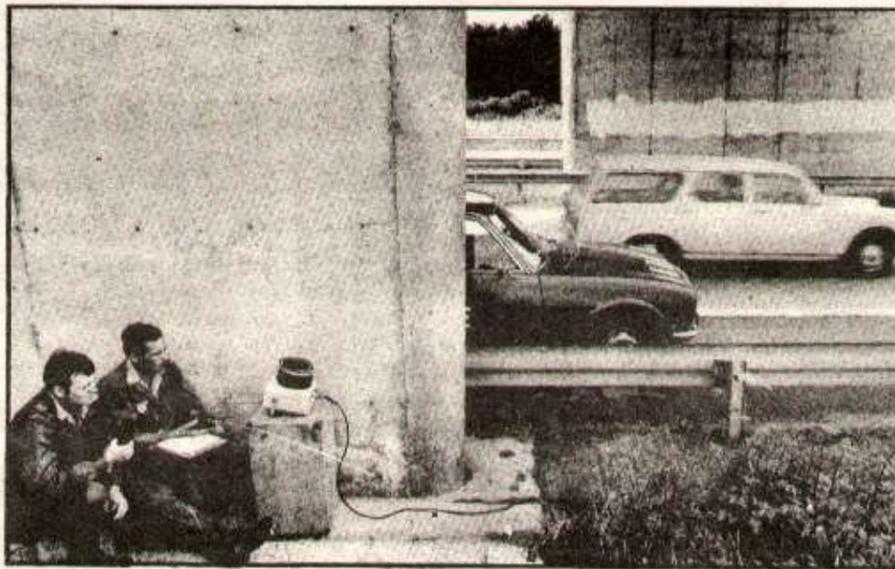
Mais ces mesures, se heurteront à de nombreuses résistances de la part même de nombreuses firmes privées voire nationalisées. On connaît la publicité d'EDF pour vendre ses équipe-

ments «tout électrique», pendant le même temps qu'elle investit à fond peut-être perdus dans des centrales nucléaires à la sécurité et à la rentabilité douteuses. Les constructeurs automobiles continuent à lancer de nouveaux modèles qui vont trop vite et consomment en conséquence. Nombre d'industriels ne sont pas prêts à se lancer actuellement dans des investissements coûteux, en particulier les PME.

Tout ce qui est de l'appel

au «civisme» en direction des travailleurs, il y a déjà un précédent : la campagne menée en 74 n'a pas donné grand chose, et Barre ne fera pas mieux.

Aussi, il reste à la bourgeoisie la voie étroite du mensonge et de la contrainte. Mensonge en accusant l'OPEP de tous les maux (il y a fort à parier que le détail des mesures sera annoncé après la réunion de l'OPEP), contrainte en accusant tout de suite et par voie de décret les travailleurs à des restrictions intolérables.



Ce week-end à la Hague

## LES PREMIERES ASSISES NATIONALES DU NUCLÉAIRE

Samedi 27.11.76

Dimanche 28.11.76

Réunion plénière 9 h 30 - 10 h 30 Présentation

### TABLES RONDES & HORAIRES

1. 11 h - 13 h 30 - salle 2 : Plan Industriel restructuration industrielle  
salle 3 : Nucléaire et Écologie

### SYNTHÈSES

2. 14 h 30 - 17 h - salle 2 : Nucléaire et Économie  
salle 3 : Nucléaire et Sureté

1. 9 h 30 - 10 h - Rapport général par un rapporteur

3. 18 h - 20 h 30 - salle 2 : Nucléaire et conditions de travail  
salle 3 : Autres sources d'énergie

2. 10 h - 11 h : Réponses aux questions posées par l'assemblée

4. Salles 2 et 3 : à définir  
5. Réunion des rapporteurs 21 h - 22 h  
salle 2 : synthèses et désignation du rapporteur pour le 28.

3. 11 h - 13 h 30 : Autres sujets :  
Besoins en énergie  
Politique de l'emploi  
Choix de civilisation

Inscriptions à l'intersyndicale - Tél. 97.41.11 poste 37-23

Samedi et dimanche se tiendront à Cherbourg, à l'initiative des intersyndicales des grévistes des usines de retraitement de combustible nucléaire, les premières «Assises nationales du nucléaire». Nous en donnons ici le programme, riche et diversifié. Ces Assises s'ouvrent dans une période bien particulière, en ce qui concerne la politique nucléaire de la bourgeoisie française :

- Le programme électronucléaire massif, que nous avons dénoncé à de nombreuses reprises a rencontré une vive opposition. Tous les lieux choisis, ou prévus, ont vu les travailleurs qui y habitent se mobiliser, sans exception. Le programme électronucléaire en a été légèrement réduit, mais intouché en son fond.

- L'impérialisme français a multiplié les exportations de matériel électronucléaire, y compris à des régimes

racistes et fantoches tel celui d'Afrique du Sud. Il s'est essayé à l'exportation d'usines de retraitement, mais s'est heurté à une opposition américaine que sa faiblesse ne lui permet pas de surmonter.

- Depuis le 16 septembre, les ouvriers de l'usine de la Hague, seule usine de retraitement en fonctionnement dans le monde, sont en grève. Pour empêcher que l'usine ne passe sous le contrôle de la COGEMA,

filiale privée créée par le CEA. Au cours de la grève, où la police est intervenue à plusieurs reprises, ils ont été amenés à préciser les objectifs de leur action : empêcher la «filialisation», c'est lutter pour la sécurité, c'est dénoncer l'incapacité actuelle du CEA à assurer dans de bonnes conditions le retraitement des combustibles irradiés. L'usine est bloquée depuis deux mois, et le CEA ne peut donc assurer des contrats qu'il a conclus avec un certain nombre de pays possédant des centrales en fonctionnement. C'est dire à quel point cette grève «gène».

Par son choix du nucléaire massif bien que mal contrôlé, choix auquel sa logique l'a contrainte, la bourgeoisie témoigne de son mépris de l'avenir des masses. Par ses difficultés qu'elle rencontre, aussi bien dans l'application de ce programme que dans l'exportation de matériel nucléaire, elle témoigne de sa profonde faiblesse. Les Assises auront à en débattre.

## QUAND VOUS PRENEZ LE MÉTRO VOUS RESPIREZ DE L'AMIANTE !

De l'amiante dans le métro ! C'est la dernière et non la moindre des révélations faites par les militants qui luttent sur la question de l'amiante. Hier, ils avaient organisé une conférence de presse à Jussieu en compagnie de nombreuses fédérations syndicales CGT et CFDT (chimie, bâtiment, métallurgie) de l'Union Fédérale des Consommateurs, et de la section CFDT de Férodo (Condé sur Noireau).

Une délégation du collectif de Jussieu a visité plusieurs installations de la RATP, entre autres le poste de redressement de la Nation (qui a pour fonction d'alimenter le métro en courant alternatif).

Le refroidissement du poste s'effectue par un système qui rejette l'air au premier étage d'un immeuble, la rue. L'ensemble de l'installation est entièrement floqué. Ce qui veut dire que des poussières cancérogènes sont rejetées en pleine rue ! Sachant qu'il y a dix postes de redressement par ligne... Le nettoyage de ces postes est fait par des ouvriers d'une entreprise extérieure («l'Audacieuse») qui ignorent tout de cela et n'ont pas de protection ! Il en va de même pour le poste haute tension du Père Lachaise, floqué à la crocodolite. Mieux encore, la ventilation des tunnels (qui rejette l'air dehors par les grilles situées sur les trottoirs l'été, et dans les tunnels l'hiver) est floquée à l'amiante pour lutter contre le bruit. Les turbulences rejettent les débris d'amiante vers l'extérieur ! Ce serait le cas pour au moins trente postes de ventilation...

Afin d'insonoriser les voies, la RATP a fait floquer

des portions de tunnels dans les nouvelles lignes. Les films plastiques qui devaient entourer ces flocages sont déchirés en de multiples endroits. Il en résulte une envolée de poussières cancérogènes sur le passage des trains, poussières respirées par les voyageurs et les agents de la RATP ! Le personnel du poste de commande centralisé de la RATP situé Boulevard Bourdon respire des poussières d'amiante issues du flocage du plafond du centre ! Même chose pour les parkings. Enfin la RATP utilise un certain nombre de freins à disque FERODO et l'usure provoquée par les freinages doit également libérer de l'amiante !

Comme on le voit, la RATP qui se flatte de sa modernisation a une certaine conception de celle-ci semble-t-il. Des conditions de travail plus dures pour ses employés, de l'amiante cancérogène pour leurs poumons et ceux des voyageurs ! Nous attendons avec intérêt la réponse de la RATP à ces révélations de l'intersyndicale, mais surtout que des mesures soient prises immédiatement devant cette situation intolérable.

Pierre PUJOL

### La quinzaine des immigrés :

#### DE QUI DIJOU SE MOQUE-T-IL ?

«Pour eux tout est plus difficile», tel est le thème qui sert de locomotive à la «Quinzaine des immigrés», dernière trouvaille de Paul Dijoud. Des méchouis, des spectacles folkloriques seront organisés, par les préfets, un film est réalisé par Jean Effel sur ce thème... Cette campagne écœurante de démagogie est mise au point par les mêmes qui assimilent étrangers et délinquants, qui licencient et expulsent les travailleurs immigrés. L'acquiescement pur et simple de l'auteur d'une tentative de meurtre sur un Algérien aux Assises de l'Orne montre bien sur qui pèse en réalité l'«insécurité» dont Dijoud et ses acolytes nous rebattent les oreilles.

#### Poniatowski justifie les détentions illégales de la prison clandestine d'Arenc

A l'Assemblée Nationale, Poniatowski a pris la défense du centre de détention clandestin d'Arenc. Justifiant par la même occasion les expulsions des travailleurs immigrés, il a déclaré : «En vertu de l'article 120 du code pénal, nous pourrions les mettre en maison d'arrêt. Pour que leurs conditions ne soient pas trop pénibles, nous les envoyons au centre d'hébergement d'Arenc, placé sous le contrôle du ministre de la justice et des juges d'instruction». C'est un nouveau mensonge, ce qui se passe à la prison d'Arenc échappe au contrôle de tout juge d'instruction. Si cette affaire est aussi légale que l'affirme Poniatowski, pourquoi le ministère public bloque-t-il l'instruction ?

# ISRAËL DOIT SE RETIRER DE TOUS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

L'ONU a voté par quatre vingt dix voix contre seize une résolution recommandant l'évacuation d'ici au premier juin 1977 de tous les territoires occupés par Israël. Ainsi la condamnation d'Israël par l'ONU est-elle confirmée une fois de plus.

Par ailleurs les pays d'Europe ont refusé de voter ce texte parce que a dit leur porte-parole : «La résolution souffre d'un déséquilibre fondamental en ceci qu'elle est muette sur les droits de tous les pays de la région, y compris Israël de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues».

Ainsi, la question de l'existence même d'Israël, de sa légitimité n'est pas reconnue par cette motion, qui s'oppose ainsi sur ce point à la résolution 242 du Conseil de Sécurité, qui est essentiellement destinée à imposer la reconnaissance de l'État d'Israël par les pays arabes.

**DAMAS AFFIRME A NOUVEAU SA VOLONTÉ DE CONTRÔLER LA RÉSISTANCE**

Al Bass, le journal officieux de Assad écrit dans son édition de mercredi : «La majorité des Palestiniens estime que

l'exclusion des organisations combattantes des prochaines assises est le seul moyen qui s'offre à eux de faire du Parlement leur planche de salut». Damas veut imposer une modification de la direction de toute la Résistance Palestinienne, en essayant d'isoler les organisations armées de la Résistance des autres organisations du Conseil National palestinien. Cela s'assimile à

une tentative pure et simple de liquidation de la Résistance pour imposer la Conférence de Genève et la création d'un mini État Palestinien.

Mais comment les Palestiniens peuvent-ils voir «une planche de salut» sans les organisations armées qui sont les seules aujourd'hui à affronter les sionistes au Sud Liban. Comment Assad pourra-t-il imposer sa politi-

que quand justement de plus en plus la question est de savoir qui lutte et qui ne lutte pas contre Israël.

La position de Assad va contre l'unité parce qu'elle répond aux soucis des deux super-puissances de négocier la paix à Genève, d'imposer aux pays arabes la reconnaissance d'Israël en échange du retrait des territoires occupés.



Chaque jour qui passe, la menace s'accumule au Sud. Les blindés sionistes prennent position à la frontière du Sud Liban (notre photo). Des colonnes blindées et des véhicules circulaient à Metullah, la ville sioniste la plus au Nord.

## Pose de la première pierre du mausolée à la mémoire de Mao Tse-toung

### «Prendre fermement la lutte de classes comme axe» déclare le président Hua Kouo Feng

Hier, la première pierre du mausolée à la mémoire de Mao Tsé-toung a été posée par le Président Houa Kouo-feng. A cette occasion, le Président du Parti a prononcé un discours où il dit notamment :

Notre Parti a remporté une grande victoire historique dans l'écrasement du complot de la «bande des quatre», cette clique antiparti. Wang Hong-wen, Tchang Tchouen-kiao, Kiang Tsing, Yao Wen-yuan, qui visait à usurper le pouvoir au sein du Parti et de l'Etat. Une excellente situation règne vraiment partout dans notre pays, de l'Est à l'Ouest, du Sud au Nord, dans les villes comme dans les campagnes. Cette excellente situation se caractérise notamment par le fait que le cœur épanoui, débordant d'enthousiasme et animés d'un esprit combatif élevé, les militaires et civils du pays tout entier, par centaines de millions d'hommes, ont pleine confiance en la victoire. Mais nous devons nous

garder de la présomption. La tâche qui se trouve devant nous n'en est pas moins difficile. Tout le Parti, toute l'armée et le peuple de nos diverses nationalités doivent rester fidèles à la volonté du Président Mao, prendre fermement la lutte de classes comme axe, maintenir la ligne fondamentale du Parti, persévérer dans la continuation de la Révolution sous la dictature du prolétariat, redoubler d'efforts et avancer sur leur lancée victorieuse pour mener jusqu'au bout la lutte contre la clique antiparti Wang, Tchang, Kiang, Yao et pour arracher de nouvelles victoires dans la Révolution et l'édification socialistes.

Unissons-nous pour remporter des victoires encore plus grandes !

## La visite de Hassan, c'est le quadrillage des quartiers de travailleurs Marocains (extraits)

Au Maroc, le monarque Hassan II, sous l'auspice de Washington et Paris, a tenté ces dernières années de ravaier son régime. (...)

La déclaration de Hassan II au Club de la Presse de Europe I, selon laquelle il n'y a pas de prisonniers politiques au Maroc est une insulte aux centaines de prisonniers politiques qui croupissent dans les prisons et qui viennent de déclencher une grève de la faim pour continuer la lutte.

En France, par ses bandes policières (l'Amicale des Travailleurs et commerçants) le régime marocain tente vainement de briser la solidarité des travailleurs marocains avec l'ensemble des autres travailleurs tant français qu'immigrés, et leur unité de lutte à l'intérieur des syndicats démocratiques CGT et CFDT.

L'arrestation, ces derniè-

res vacances de plus de cent travailleurs marocains est à la mesure de la combativité des ouvriers marocains et de la nature répressive du régime marocain. C'est ce que montre

aussi le quadrillage des quartiers où habitent les travailleurs marocains à l'occasion de la visite de Hassan II.

Communiqué commun CGT-CFDT-AMF

### LE PREMIER MINISTRE DE LA REPUBLIQUE SAHRAOUI : L'amitié des peuples français et sahraoui indefectible (Extraits)

La visite en France de l'envahisseur du peuple sahraoui représente une honte et un déshonneur pour le peuple français, honte qu'il doit combattre vigoureusement pour sauvegarder, non seulement son honneur, mais aussi les liens étroits d'amitié et de coopération avec le peuple sahraoui dont témoigne cette solidarité agissante que vous n'avez cessé de manifester. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la visite du bourreau de notre peuple ne peut en aucun cas remettre en cause les liens étroits d'amitié, de coopération et de solidarité étroite et effective entre les deux peuples français et sahraoui.

Mohamed Lamine Ould Ahmed  
Président du Conseil des Ministres  
Bir-Lahlou, le 21 novembre 1976

## Fin de la visite de Hassan à Paris

### RÉDUIRE LE DÉFICIT COMMERCIAL MAROCAIN

Depuis 1975, le déficit commercial du Maroc est de près de deux milliards de francs, l'équivalent des exportations en direction de la France. A ce propos, le gouvernement français a dû s'engager à acheter plus de produits marocains.

Mais surtout, le gouvernement marocain a demandé que le gouvernement français participe plus largement aux projets industriels, participation à un vaste complexe d'acide phosphorique, Maroc Phosphore II. Fives Lille doit construire une centrale thermique à Mohammedia, Cit Alcatel vient d'installer un

système téléphonique.

Le principal projet en discussion est l'installation d'une centrale nucléaire. Le marché ne semble pas conclu, mais il se présente comme le symbole des ambitions industrielles du roi et de la bourgeoisie marocaine qui s'est rassemblée autour de lui à l'occasion de l'invasion du Sahara.

### ET LES TRAVAILLEURS MAROCAINS ?

Le communiqué commun évoque ce sujet en relevant la satisfaction du roi pour les dispositions prises par le gouvernement français. L'Association des Marocains en France rappelle que ces dispositions c'est laisser les mains libres à la police d'Hassan.

## En bref... En bref...

● PHILIPPINES : Une unité de guérilla a attaqué les troupes gouvernementales dans cinq villages à proximité de la base US de Clark.

● TURQUIE : Le tremblement de terre qui a ravagé l'Anatolie a fait plus de 3 000 morts. Il neige sur les régions sinistrées, ce qui rend les secours difficiles et le froid vient s'ajouter aux effets du séisme.

● CORÉE DU SUD : CONDAMNATIONS A MORT : Les 8 et 16 novembre, la cour locale de Séoul et la cour suprême ont condamné quatorze jeunes Coréens à mort ou à de lourdes peines de prison. Le 18 novembre, un étudiant coréen résident au Japon a été condamné à mort.

Mais l'un des grands axes de la rencontre entre Hassan et Giscard a été d'une part la coordination des politiques en Méditerranée et d'autre part la mise au point d'une coopération économique importante. «Certains projets intéressant les principaux secteurs de l'économie marocaine ont particulièrement retenu leur attention», affirme le communiqué commun.

● ANGOLA : Les combats continuent au Sud du pays opposant des forces de l'UNITA, des forces du MPLA appuyées par les forces cubaines. Par milliers des habitants de la région fuient la zone des combats et se précipitent en Namibie.

● INDONÉSIE : 14 % des enfants meurent avant l'âge de un an de sous-alimentation et de maladie, a révélé le ministre indonésien de la santé. C'est la mort que sème l'impérialisme par le pillage des pays du Tiers-Monde.

## INTERNATIONAL

nouvelles de  
palestine occupee

## Opérations armées :

Une explosion a eu lieu dans la colonie de Btah Takfa. Cinq colons ont été blessés. Les autorités sionistes ont aussitôt arrêté onze Palestiniens.

Une explosion a eu lieu dans une colonie, Kamat Jan, près de Tel Aviv. La maison d'un membre de la Knesset (parlement israélien) a été détruite.

A Al-Khalil, deux explosions se sont produites touchant un restaurant appartenant à des colons sionistes.

Naplouse : une attaque a eu lieu contre des bus israéliens stationnés dans la ville. Ces bus ont été partiellement détruits. D'autre part, le porte-parole militaire a annoncé à Tel Aviv que des explosifs ont été découverts dans des bus israéliens.

Tel Aviv : des incendies ont ravagé le quartier industriel de la ville.

## Dynamitage de maisons :

Les autorités israéliennes ont dynamité la maison de Mustapha Al-Hassan à Jayous, village près de Naplouse. Mustapha Al-Hassan est en prison depuis de longs mois.

## Assassinats :

Des soldats israéliens ont assassiné Khalil Abdallah Awad, accusé d'appartenir à Fath. Alors qu'il circulait à Doura, son village situé près d'Al Khalil, les soldats ont tiré sur lui.

## Arrestations et condamnations :

Treize bergers du village de Tamour près de Naplouse ont été arrêtés et condamnés à verser trois mille livres israéliennes pour avoir conduit leurs troupeaux dans des terres considérées comme militaires par les autorités sionistes.

## Ramallah :

Quatre jeunes Palestiniens âgés de treize et quinze ans ont été arrêtés pour avoir manifesté contre l'occupation, lancé des pierres aux soldats israéliens pendant le mois d'octobre.

## Janin :

Un jeune Palestinien a été arrêté et condamné à verser huit mille livres israéliennes de caution. Aucune raison ne lui a été fournie.

Lod : le tribunal militaire de Lod a condamné Ali Mohamad Assad à quinze mois de prison ferme pour son appartenance à Fath.

## Terrorisme israélien :

Le 8 novembre, l'armée israélienne a fait des entraînements aux explosifs à l'intérieur de la ville.

## Golan occupé :

Des incendies provoqués par les terroristes israéliens ont détruits des centaines de plantations dans les hauteurs du Golan. Il s'agit d'un premier pas dans le projet de colonisation dans cette région.

## DANS LA PRISON DE RAMLEH

L'avocate Félicia Langer a rendu visite aux prisonniers de Ramleh et a constaté le mauvais état de leur détention. Le jeune palestinien Badr Dana a besoin de soins immédiats, sinon il risque la folie. Mohamad Katamech est à moitié paralysé depuis sa détention. Il risque la paralysie totale. Langer a pu rencontrer Tahsin Sabih et Saïd Ayach, prisonniers à vie, condamnés sans qu'un avocat puisse les défendre.

L'avocat palestinien Walid Fahoum a pu rencontrer Elias Abou Jabal, syrien originaire du Golan, ainsi que son père, Chakib, tous les deux arrêtés pour avoir résisté à l'occupation. Le père est condamné à trente et un ans de prison. L'avocat a pu rencontrer Mahmoud Ghazalin, de Yafa, condamné à six ans de prison pour détention d'explosifs.

Noha Taher, arrêtée à Naplouse, il y a quelques mois pour appartenance au FPLP a été emmenée à la prison de Ramleh pour y passer dix mois.

L'UNESCO : a condamné Israël pour ses prétendues fouilles archéologiques qu'elle entreprend à Jérusalem. Le secrétaire général de cette organisation a mis en garde l'Etat sioniste contre ses projets de judaïsation des programmes scolaires dans les écoles palestiniennes.

L'Association Familiale de Bireh a organisé une grande exposition des produits créés cette année dans ses ateliers. Ces ateliers ont été mis en marche pour boycotter les produits israéliens. Des Palestiniens de tout le pays ont visité l'exposition.

Réunion du pacte de Varsovie  
UN ACCORD DIFFICILE

Aujourd'hui se tient la réunion des pays du pacte de Varsovie à Bucarest. Tous les chefs des partis révisionnistes, tous les ministres de la défense et tous les chefs de gouvernement seront présents. C'est un véritable conseil de guerre au plus haut niveau sous l'égide de Brejnev.

Les questions essentielles de la politique du pacte de Varsovie seront soulevées à cette occasion. L'URSS a fait passer dans les faits sa conception de sa défense hors de ses frontières de la défense du «socialisme», hors des frontières de l'Europe de l'Est dans l'intervention en Angola. Après l'agression contre la Tchécoslovaquie elle a fait admettre le principe de la défense du «socialisme» par les armes dans tout pays du pacte. Dans l'aventure angolaise elle a utilisé Cuba, fera-t-elle admettre par le pacte de Varsovie que toutes les forces du pacte soient mises à la disposition de Brejnev pour d'autres Angola ?

Par ailleurs Brejnev a l'intention d'exiger un renforcement de la présence des troupes soviétiques sur les territoires des pays européens dans le cadre des préparatifs d'une guerre d'agression contre l'Europe.

Ni la Roumanie ni la Yougoslavie n'acceptent de

se plier aux volontés de Brejnev. Réaffirmant leurs positions, ils empêchent Brejnev d'être assuré de la solidité du Pacte de Varsovie : l'opposition roumaine au diktat dit tout haut la faiblesse du pacte qu'il repose sur la domination contre lesquels les pays sont appelés à se dresser.

YUGOSLAVIE :  
ASSURER SA PROPRE PRODUCTION  
D'ARMES

Dans un discours prononcé une semaine après le voyage de Brejnev à Belgrade, le premier ministre a déclaré : «La production d'armes de qualité ainsi que la possibilité d'une bonne utilisation par notre propre peuple est la condition préalable essentielle pour le développement futur et assuré de la politique indépendante et non alignée de la Yougoslavie».

Tandis que Brejnev tourne autour de la Yougoslavie, affirmant bien haut qu'il n'est pas un «méchant loup voulant avaler le petit chaperon rouge», la Yougoslavie affirme ses positions. Les embrassades de Brejnev, les sourires, la patte de velours, même la réaffirmation du respect des voies de développement différentes, ne font en rien oublier à la Yougoslavie la volonté d'expansion soviétique. Si la Yougoslavie est contrainte de renforcer ses liens avec l'URSS elle ne veut les transformer en liens de dépendance.

## ANGLETERRE

## LE DISCOURS DU TRÔNE

Des craquements dans  
le système anglais

Jamais sans doute les fastes royaux qui entourent le traditionnel discours du Trône, au cours duquel la potiche reine lit un discours écrit par le premier ministre, n'ont paru plus insultants ni plus désuets dans une Angleterre où les tiraillements sont nombreux : chaque point du discours est sujet de conflit.

L'ECHEC DU PLAN  
D'AUSTERITE

Le discours du Trône annonce d'abord l'échec du plan d'austérité. Healey voulait revenir à une inflation à un chiffre (moins de 10 %), alors qu'il se maintient à 14 % affirme le discours. Par contre si les prix s'envoient, les salaires sont bloqués : Callaghan a même affirmé qu'ils resteraient bloqués jusqu'à la fin de 1978 ! Tandis que les impôts, indirects, en particulier la TVA vont être augmentés pour répondre aux exigences du Fonds Monétaire International. Ainsi le discours du Trône annonce une violente attaque contre la classe ouvrière.

LA DECREPITUDE  
INSTITUTIONNELLE

Mais en plus ce discours a



Le discours du Trône : Fastes insultants dans un pays en déconfiture.

une véritable odeur de décrépitude. Il a annoncé le dépôt d'un projet de loi sur l'autonomie de l'Ecosse et du Pays de Galles, sur lequel s'affrontent les députés avant même que l'on sache de quoi il retourne. Autre point de friction : la chambre des Lords est mise en accusation, par le gouvernement parce qu'elle s'oppose aux lois de nationalisation, que celui-ci va tenter malgré tout d'imposer. Ainsi semble s'ouvrir une crise constitutionnelle.

LES CONSERVATEURS  
ATTENDENT

Enfin cet ensemble de difficultés fait apparemment l'affaire des conservateurs anglais qui retireraient les fruits de la chute du gouvernement Callaghan, qui n'a que deux voix de majorité au Parlement. En fait les Conservateurs ne paraissent pas trop pressés de prendre les choses en main dans l'état de décrépitude où ils se trouvent.

## ROUMANIE

NON A LA  
POLITIQUE  
DE DIKTAT.

A la veille du voyage de Brejnev en Roumanie, le journal national roumain écrivait dans un éditorial intitulé «la souveraineté et le nouvel ordre mondial» :

«Le pays doit être autonome et libre d'exercer tous ses pouvoirs. La volonté souveraine est libre et indépendante de la volonté de tous les pays étrangers».

«Aucun pays ne peut ni ne doit imposer son point de vue et sa propre volonté à un autre pays souverain».

«Le recours à la force et à la menace armée, l'intervention dans les affaires intérieures d'autrui, le recours aux décrets et aux pressions de toutes sortes sont des phénomènes liés à l'ordre ancien qu'il nous faut éliminer».

Par avance il est répondu à Brejnev qui a consacré l'essentiel à se lamenter en public que les divergences entre l'URSS et la Roumanie étaient nombreuses en matière de politique étrangère, et à essayer d'obtenir un alignement en privé : nous ferons comme nous l'entendons, répond le gouvernement roumain. Du même coup, il refuse d'apporter un soutien à la politique soviétique dans le monde, faite de pressions et de menaces.

● USA : des milliers de femmes indiennes ont subi une stérilisation forcée au cours de ces dernières années, aux USA, rapporte l'office général des comptes ; le service de santé indien en a stérilisé, pour sa part, 3400 sans les informer.

● ITALIE : Andreotti vient de renoncer au blocage des moyens et hauts salaires, mais il maintient celui des augmentations décrivant de l'application de l'échelle mobile.

● ESPAGNE : grève des professeurs de l'enseignement public, dans le secondaire, commencée mardi pour une durée indéterminée. Les quelques 70 000 enseignants qui suivent le mouvement réclament le passage de leur salaire de 4 000 à 10 000 pesetas par mois, et veulent soutenir la qualité de l'enseignement.

● TURQUIE : 18 étudiants ont été blessés, mardi au cours d'affrontements dans plusieurs villes. 41 personnes ont été arrêtées. A Istanbul, 6 attentats à la bombe devant les locaux de trois banques, d'un commissariat de police.

# LA LUTTE ACTUELLE EN CHINE

Gabriel FERREOL

Pour autant que la logique les pousse toujours plus loin sur la voie erronée, les éléments bourgeois, malgré les efforts qu'ils peuvent faire pour se dissimuler, sont amenés nécessairement à trahir d'une façon ou d'une autre leurs positions bourgeoises et avant même qu'il soit possible pour le Parti de saisir complètement l'essence bourgeoise de leur démarche et de leur pratique, les positions prolétariennes dans le Parti les combattent.

Il n'est pas possible de comprendre que le Comité Central du PCC ait pu, sous la direction de Houa Kouo-feng isoler les quatre et écraser leur complot, si l'on ne voit pas précisément, qu'il est apparu nettement comme le prolongement et l'aboutissement de toute une série de pratiques et de positions erronées que le Bureau Politique et le Comité Central avait déjà eu à combattre.

Dans l'éditorial du «Renmin Ribao» du 25 octobre, il est clairement indiqué que la lutte avait été engagée, au sein même des organismes dirigeants, par Mao Tsé-toung lui-même, contre toute une série de positions des quatre :

«Cela fait longtemps que Wang, Tchang, Kiang et Yao, associés en une «bande des quatre», se livraient à des activités sectaires visant à diviser le Parti. Le Président Mao, notre grand dirigeant, s'en était aperçu très tôt et à maintes reprises, il leur avait adressé des critiques sévères et s'était efforcé de les éduquer ; il avait, en outre, pris des dispositions en vue d'apporter une solution à leur cas. Le 17 juillet 1974, il les critiquait en ces termes :

«Prenez garde ! Ne formez pas une petite secte à quatre !»

Le 24 décembre, le Président Mao les avait critiqués une fois de plus en disant :

«Ne formez pas de secte, sinon, vous allez tomber».

En novembre et en décembre de la même année, à l'époque où, au niveau des autorités centrales, on s'appropriait à convoquer la quatrième Assemblée Populaire Nationale, le Président Mao indiqua :

«Kiang Tsing a de l'ambition, ce qu'elle veut, c'est que Wang Hong-wen soit Président du Comité Permanent de l'Assemblée Populaire Nationale et qu'elle-même soit Président du Parti».

Le 3 mai 1975, le Président Mao réitéra, à une réunion du Bureau Politique du Comité Central, les trois principes fondamentaux sur ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire, et formule cette mise en garde à l'adresse de Wang, Tchang, Kiang, Yao :

«Il faut pratiquer le marxisme-léninisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la scission ; faire preuve de franchise et de droiture, et ne pas tramer intrigues et complots. Ne formez pas une bande à quatre, ne faites plus cela ; mais pourquoi continuez-vous toujours ?»

Le même jour, le Président Mao donna une autre directive, disant à propos de leur cas :

«Si l'on ne peut le régler pendant le premier semestre, ce sera pour le second semestre ; si l'on ne peut le régler cette année, ce sera pour l'année prochaine ; et si l'on ne peut le régler l'année prochaine, ce sera pour l'année d'après».

Aux critiques du Président Mao et aux efforts qu'il fit pour les éduquer, la «bande des quatre» opposa une attitude de contre-révolutionnaire à double face, les acceptant en apparence pour s'y opposer dans les faits ; n'ayant pas le moindre désir de repentir, elle a continué de plus belle et s'est enfoncée toujours plus loin dans sa voie erronée».

## UNE LUTTE DÉJÀ ANCIENNE

S'étonner que ces critiques, si importantes, n'aient pas été rendues publiques immédiatement, c'est ignorer délibérément que les critiques portées au sein

même de l'organisme dirigeant contre tel ou tel de ses membres concernent d'abord et exclusivement l'organisme dirigeant, seul en mesure de mener la lutte jusqu'à son terme et de juger en connaissance de cause, si les dirigeants mis en cause ont effectivement commis des erreurs, quels moyens mettre en œuvre pour les corriger et si ils se corrigent effectivement. Procéder autrement, rendre aussitôt publique toute divergence, même grave, qui se manifeste au sein de l'organisme dirigeant, c'est saper l'unité du Parti, susciter la division, se placer au-dessus, et donc contre le Comité Central. C'est d'ailleurs ainsi précisément qu'on s'est vu procéder les membres de la bande des quatre, colportant dans le Parti et dans les masses leurs appréciations personnelles et subjectives sur tel ou tel responsable des autorités centrales.

Que la lutte ait été menée, du vivant de Mao, au sein des organismes dirigeants contre les positions des quatre, cela ne fait aucun doute si l'on examine de quelle façon le Comité Central, dans la dernière période, a été amené à désigner les camarades chargés d'assumer les plus hautes responsabilités à la suite de la disparition de plusieurs dirigeants — et notamment du camarade Chou En-lai.

Bien que les quatre soient parvenus, à l'issue du X<sup>e</sup> Congrès, à se faire élire à des postes de responsabilité très élevés, c'est au camarade Houa Kouo-feng et non à l'un d'entre eux que les organismes dirigeants ont placé leur confiance pour qu'il assume les tâches de premier ministre par intérim, puis en avril 76, en même temps qu'ils le confieraient à la tête du gouvernement, ils le nommaient — fait sans précédent — premier vice-président du Comité Central sur la proposition de Mao Tsé-toung. C'était indiquer clairement quel était le camarade le mieux à même de diriger le Comité Central après sa disparition. Le 30 avril, le président Mao écrivait de sa main au camarade Houa Kouo-feng : «C'est toi qui diriges les affaires, je suis tranquille».

De même, s'étonner que l'on fasse état par exemple, aujourd'hui, de positions, et d'écrits capitulationnistes de Tchang, datant de quarante ans, c'est ne pas voir que ces faits étaient connus par le Parti, qu'ils avaient été nécessairement pris en compte pour juger, à chaque étape, si Tchang pouvait accéder à telle ou telle responsabilité dans le Parti. Cela signifie seulement qu'à ce moment-là, les organismes du Parti concernés — y compris le Congrès — avaient estimé que ces conceptions erronées avaient été en partie corrigées et que, bien que subsistant, elles devaient pouvoir être corrigées. Mais aujourd'hui, que la vie a montré que ces éléments ne s'étaient nullement corrigés, et qu'au contraire ils en sont venus à se placer au-dessus du Parti, à se dresser, de façon antagonique, contre l'ensemble du Parti, alors il est nécessaire que tout le Parti et les masses s'éduquent en examinant, de part en part, le processus sinieux suivi par des représentants typiques de la bourgeoisie au sein du Parti.

## UNE LUTTE QUI A TRAVERSÉ TOUT LE PARTI

De nombreux témoignages montrent par ailleurs et c'est très important, que la lutte contre les positions et la pratique bourgeoise des quatre ou de leurs agents a traversé tout le Parti, à tous les niveaux. Pour autant, qu'ils ont été confrontés plus discrètement aux menées des quatre ou de leurs agents, les cellules de Tatchai, de Tching, des houillères de Tang-chan, de la milice de Changai, de nombreuses usines de Pékin, des cellules de cheminots et d'autres usines ont été amenés à s'opposer aux positions et à la pratique des quatre ou inspirées par eux. Il apparaît nettement que la lutte se menait à différents échelons, à de nombreuses reprises et dans de nombreux endroits et que sa cible n'a pu se préciser que progressivement.

Voilà comment les paysans de Tatchai, dont la brigade de production a été érigée, dès 1964, par Mao Tsé-toung comme un modèle, retracent l'expérience, très directe, de leur lutte contre les positions et les manœuvres des quatre :

«La bande des quatre qui se disait «fidèle au président Mao» et qui se donnait pour «représentant de la ligne juste» a toujours considéré la brigade de Tatchai comme une épine au pied. Elle a employé force intrigues et complots pour faire tomber le drapeau rouge de Tatchai.

Déjà au début de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, disent les paysans, ces individus avaient incité des gens à attaquer ouvertement Tatchai. Suivant fermement l'orientation générale indiquée par le président Mao pour lutter contre les responsables engagés dans la voie capitaliste, la brigade de Tatchai a appliqué sans défaillance sa directive : «On doit recourir au raisonnement et non à la contrainte ou la force» ; elle ne s'est pas départie du principe politique : «Faire la révolution et promouvoir la production». La bande des quatre l'a alors accusée de «travailler dans un morne isolement» et «d'être incompréhensible». Les hommes de Tatchai ayant réfuté ces calomnies, cette clique antiparti a racolé certains individus à sa dévotion pour qu'ils dressent un «réquisitoire» contre les cadres de Tatchai afin de les faire passer pour contre-révolutionnaires. Wang Hong-wen a payé de sa personne pour orchestrer cette affaire. Après l'écrasement du complot du groupe antiparti de Lin Piao qui tentait de s'emparer du pouvoir du Parti et de l'État, la bande des quatre, échappée des mailles du filet et non résignée à sa défaite, a continué de faire discréditer Tatchai, l'accusant d'«avoir désobéi à la direction du Parti», d'«appliquer une politique de son cru». Selon les enseignements du président Mao, Tatchai a renforcé sans relâche la dictature intégrale sur la bourgeoisie et pris certaines mesures qui s'imposaient pour restreindre le droit bourgeois, ce qui devait piquer au vif la bande des quatre. Elle fera des enquêtes et recueillera des «renseignements» pour critiquer l'expérience de Tatchai.

## LES ATTAQUES DE KIANG TSING CONTRE TATCHAI

Au cours de la conférence nationale pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture tenue à Siyang en septembre 1975, Kiang Tsing rectifie alors le tir en faisant mine de «porter une vive attention» à la brigade de Tatchai. Son but est de la placer sous sa mainmise. Son complot percé à jour, cette arriviste, habituée à dicter sa loi, fera l'impossible pour mater Tatchai. En septembre dernier, en dépit de la gravité de l'état de santé du président Mao, elle fera encore une fois intrusion à Tatchai, pour trainer perfidement Tatchai dans la boue.

A cours de son séjour à Tatchai, elle se livre à des activités conspiratrices, attaque et calomnie des camarades responsables des autorités centrales, tout en s'adressant des louanges — tout ceci à l'insu du Comité Central du Parti, de la cellule du Parti et des paysans pauvres et moyens-pauvres de Tatchai, et dans le but de diviser le Comité Central du Parti.

Kiang Tsing voue une haine viscérale à la brigade de Tatchai. En septembre dernier, elle a déclaré avec insolence, dès son arrivée : «Voulez-vous savoir le motif de ma présente visite à Tatchai ? Je vous le dis franchement : pour lutter !» Là-dessus, elle s'est mise à dénaturer les faits, à forger des mensonges, accusant Tatchai d'avoir appliqué des «directives révisionnistes», d'être gonflé d'orgueil et d'être politiquement arriéré. Selon ses propres mots, Tatchai «l'a considérée comme quantité négligeable», «a poussé la témérité jusqu'à l'arrogance» et par conséquent, «a commis des délits politiques» ! De plus, elle a déclaré à plusieurs reprises qu'il fallait débusquer les «patrons en coulisses» qui «incitaient» Tatchai à lui désobéir, et qu'on devait lui remettre une «autocritique».

Les membres du Parti et les paysans pauvres et moyens-pauvres de Tatchai ont mené une lutte implacable contre elle. Lors de son arrivée, au lieu d'organiser des défilés à l'entrée du village, les gens l'ont accueillie froidement. On a refusé d'écouter ses propos antiparti, et il était encore moins question de les faire circuler. Même ce «fossé en prévision d'une guerre» — fossé qu'elle avait ordonné aux personnes qui l'accompagnaient de creuser sur la colline Houteouchan, face au village, et qui lui servait en fait de lieu d'agrément où elle se faisait photographier — on l'a comblé aussitôt après son départ, et on a construit une porcherie à la place. Quand elle a accusé Tatchai d'avoir appliqué des «directives révisionnistes», d'être politiquement arriéré, et qu'elle l'a sommé de faire une «autocritique», la camarade Kouo Feng-lien, secrétaire de la cellule du Parti de la brigade de Tatchai, lui a répliqué : «Nous, gens de Tatchai, nous avons toujours lutté contre le révisionnisme. Si l'on formule avec bienveillance des critiques et des remarques à propos de nos insuffisances dans notre travail, nous sommes prêts à les écouter avec modestie, nous sommes déterminés à nous corriger consciencieusement. Mais si l'on nous accuse d'avoir appliqué des directives révisionnistes, nous ne pourrions jamais l'accepter !»

En systématisant leurs expériences de lutte, à partir du moment où la nature bourgeoise de ces éléments a été complètement démasquée, le Parti et les masses en viennent à caractériser les fondements même, idéologiques, de cette ligne et de cette pratique bourgeoises.

Les paysans de la brigade de Tatchai ainsi que la population de tout leur district, de Siyang, ont formulé ainsi les premiers enseignements :

La bande des quatre, ont-ils déclaré «a dénaturé à sa guise le marxisme, le léninisme, la pensée maotsetoung, et suscité une confusion idéologique et théorique dans les rapports entre connaissance et pratique, entre esprit et matière, entre dirigeants et masses, entre rapports de production et forces productives, entre superstructure et base économique, entre politique et activités professionnelles, entre révolution et production, entre démocratie et centralisme, et entre liberté et discipline ; tout en arborant le drapeau du marxisme-léninisme, elle a miné la ligne révolutionnaire et les principes politiques du président Mao, et pratiqué une ligne d'extrême-droite, révisionniste et contre-révolutionnaire».

C'est cet approfondissement des fondements idéologiques du révisionnisme, dans le cours de la lutte actuelle en Chine, qu'il nous faut examiner, pour en tirer les leçons, pour consolider par là même notre assimilation et notre pratique du marxisme-léninisme. (à suivre)

# DANS NOTRE COURRIER

## 15 JOURS SUR L'IRLANDE DU NORD

Au cinéma 14 juillet, 4 Bld. Beaumarchais, Paris 11\*, 15 jours sur l'Irlande du Nord 16-30 Novembre.  
Photo-Expo et le film, Irlande : le Vietnam de l'Angleterre. Projections à 20 h 30.  
Les 26, 27, 28 novembre : sous-sol.  
Organisé par le Comité Irlande.



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J  
Directeur de publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## «Comment Yukong déplaça les montagnes»

Un collectif de diffusion, les Amitiés Franco-Chinoises et le groupe Celluloïd organisent une semaine de films sur la Chine socialiste, dans le Finistère.

Avec le passage du film de Joris Ivens et Marcelline Loridan «Comment Yukong

déplaça les montagnes». Ce film passera à Brest, Morlaix, Landerneau, Lesneven, St Renan, Chateaulin, Le Conquet, Quimper.

A partir du 27 novembre jusqu'au dimanche 5 octobre, des débats sur la Chine suivront les séances.

	Une femme une famille- Opéra de Pékin-	Village de pêcheurs- Histoire de ballon Cirque de Pékin-	La pharmacie Les artisans- La caserne-	L'usine de générateurs- Professeur Tsien	Autour du pétrole- Shanghai
Samedi 27 novembre - 13 h 30 à 1 h - Cinéma Le Rohan-Landerneau Dimanche 28 novembre - de 17 h à 20 h - Cinéma Le Rohan-Landerneau					
Lundi 29 nov.	M.P.T. Pen ar Créach				Crozon
Mardi 30 nov.	M.J. Morlaix.		C. Social. Bellevue	F.J.T. Ker lly	F.J.T. Ker Eol
Mercredi 1 déc.	L'Aulne Chateaulin		C. Social Kerourien	F.J.T. Ker Eol	Toul Al Laer Quimper
Jeudi 2 déc.	C. Social Ty An Holl	Toul Al Laer Quimper	Lesneven	F.J.T. Jean Macé	M.J. Morlaix
Vend. 3 déc.	C. Social Bellevue	M.P.T. Pen ar Créach	C. Social Pontanezen	Toul Al Laer Quimper	M.J. St Renan
Samedi 4 déc.	14 h maison des syndicats Brest	20 h 30 Salle Rivoallan Le Conquet	20 h 30 Quimper	17 h - maison des syndicats Brest	20 h 30 syndicats Brest
Diman. 5 déc.	À partir de 17 h - maison syndicats - Brest				

# Le quotidien du peuple 1<sup>er</sup> ANNIVERSAIRE

## CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELS

### Menons ensemble cette bataille

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

#### ● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



#### ● Et à un livre ou un disque au choix

##### PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

##### PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

#### ● Sur présentation de la carte

(abonné-ami du Quotidien du Peuple)

##### REDUCTION

► de 10 % sur plusieurs librairies, dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
- Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
- «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
- Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
- «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.

► de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.

► de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5<sup>e</sup>

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5<sup>e</sup>
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal. . . . . 300 F
- Abonnement de soutien. . . . . 500 F
- Abonnement de soutien. . . . . F

Mode de Versement :

- En une fois . . . . .
- En trois fois . . . . .

NOM (en capitales) . . . . .

Prénom . . . . .

Adresse . . . . .

Ville . . . . .

#### ● Réception de la brochure «Programme et Statuts issus du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml»

## feuilleton

325 000  
FRANCSde  
Roger VAILLAND

Editions Buchet-Chastel

56<sup>e</sup> épisode

Depuis plus de trois mois qu'il sert la presse à injecter, Busard n'a encore tissé que la moitié de son allée rouge-de carrosses-corbillards. Le voyant n'en finit plus de s'allumer. Pourquoi les ingénieurs n'ont-ils pas inventé un procédé pour refroidir plus vite la matière plastique? Plus vite! Busard est capable d'accélérer indéfiniment la cadence. Il est extrêmement pressé de s'en aller. Il pense à la mort.

Quand à force d'avoir été battu, l'homme a admis qu'il est inutile d'essayer d'être heureux, il cesse de penser à sa fin. C'est qu'il a déjà cessé de vivre. Mais les jeunes hommes pensent fréquemment à la mort. De même le coureur à ses débuts est obsédé par le *décal d'arrivée*; s'il ne franchit pas la ligne d'arrivée dans le temps limite, il ne sera plus classé, il aura couru pour rien. Pour les jeunes hommes, chaque seconde morte raccourcit le *décal d'arrivée*. Le temps passé auprès de la presse à injecter est un temps mort. S'il devait servir la presse à injecter jusqu'à sa dernière heure, Busard mourrait avant d'avoir commencé de vivre. Voilà à quoi il pense, en attendant que le voyant s'allume. Chaque seconde que bat la grande aiguille de l'horloge de l'atelier est ôtée à son *décal de vie*. C'est plus angoissant que de voir couler son sang.

Il abaissa la manette maîtresse pour couper le courant et marcha jusqu'à la baie vitrée. La presse s'arrêta avec une sorte de râle, comme une fuite d'oiseaux dans les roseaux.

Entraîné comme il est aux sports, il sait qu'on retrouve le contrôle de soi en respirant profondément. Il aspira à plusieurs reprises l'air frais de la nuit, en observant d'emplir complètement ses poumons. Mais alors, il sentit des larmes monter à ses yeux.

« Toquard », dit-il de lui-même à voix haute.

Un bruit de moteur dans la cour voisine; Morel père rentrait sa voiture au garage. Juliette Doucet devait avoir rejoint Paul Morel. Tant mieux, tant pis pour Paul Morel. Busard pensa qu'il avait envie d'avoir une auto à lui, une grosse, une huit cylindres comme Morel père. Et Marie-Jeanne près de lui, dans l'auto. Il repoussa violemment l'idée qu'il désirait la voiture encore plus intensément que la présence de Marie-Jeanne. Non, il avait envie d'avoir Marie-Jeanne tout son soul et qu'on leur serve le déjeuner du matin au lit à tous les deux.

« J'ai envie de faire tout ce qui me plaît », dit-il à voix haute.

Il repoussa violemment l'idée que les heures dans le snack-bar seraient peut-être du temps mort, comme celui auprès de la presse. Une idée digne de son père ou de Chatelard. Avec l'âge leur raison avait tourné, comme du lait. Mais l'angoisse était revenue.

Busard sortit de l'atelier et marcha le long des bégonias, en réglant son souffle, les bras déployés à chaque respiration.

Dix heures sonnèrent. Le Bressan n'était pas encore là. C'était à prévoir. Il s'était soulé à la vogue de son village. Plus une seule seconde à perdre : le compte-carrosses ne tournait pas. Mort pour mort, le temps passé à faire de la gymnastique devant les bégonias était aussi mort que le temps passé à servir la presse et il retardait l'échéance de vie. Busard courut à la presse. Il leva, détacha, baissa, trancha, sépara, jeta, attendit, leva, détacha, baissa, trancha, sépara, jeta, attendit, leva, détacha, baissa, trancha...

(à suivre)

## CINÉMA

## MADO

Un film de Claude Sautet



Simon est financier de promoteur, la cinquantaine, vaguement «de gauche» (ce n'est pas vraiment dit dans le film...), il vit confortablement en montant des «affaires saines» et se voit conduit à user des mêmes armes que son adversaire pour faire face à la faillite. Ce dernier est ici un véritable gangster de l'immobilier (représentation masquée du pouvoir, personnage caricatural, stéréotypé, sans nuances, sans «supplément d'âme...» que nous ne verrons apparaître brièvement qu'à trois reprises au cours de ce film qui fait 2 heures 15). Ce combat a besoin de témoins pour se légitimer. On ira donc chercher les marginaux, ces laissés pour compte que produit la bourgeoisie et qui rejettent tout pouvoir d'où qu'il vienne. Ils sont incarnés dans le film par Mado (Ottavia Piccolo), jeune prostituée occasionnelle bien dans sa peau, et un jeune comptable au chômage (Dutronc). Ce dernier, embauché par Simon (M. Piccoli) fera le trait d'union entre la bonne bourgeoisie «de gauche» qui donne dans l'immobilier, et toute une bande de joyeux marginaux.

Tout le propre de C. Sautet est de donner dans ce qui est présenté comme l'universel, l'humain, d'unir au-delà des classes, face au méchant promoteur qui représente le pouvoir, ce mal absolu, qui serait paradoxalement extérieur aux «choses de la vie».

D'où, en contre coup, l'épaisseur psychologique donnée à Simon, un homme qui souffre d'un trop plein de solitude face aux fem-

mes. Il a été marié deux fois, deux échecs, il recherche un amour impossible avec Mado, «femme libre» de choisir ses amants et de les faire payer si les besoins s'en font sentir (et ils se font sentir!), étant bien entendu que les problèmes affectifs de Simon se situent en dehors de tout contexte de luttes de classes.

En réalité, C. Sautet nous montre sur l'écran un ensemble de personnages individualistes, qui se regroupent en bande, en famille, pour pouvoir survi-

vre en perdant le moins de plumes possible face à un pouvoir séculaire d'autant plus fort qu'il n'est jamais nommé, il n'existerait que dans l'imaginaire de tout un chacun. Qui dit groupe, famille, dit aussi fête.

Ainsi, la fête, (dans le film : un mariage) qui unit tout le «monde» dans la plus grande insouciance, renvoie à une autre fête beaucoup plus macabre. De retour de week-end, notre «bonne bourgeoisie de gauche» flanquée de ses marginaux, voulant prendre un raccourci s'enlise dans

une carrière. Prisonnier, le groupe restera là toute la nuit, allumera un feu de bois, dansera dans la boue, s'ébattra dans les voitures etc..., tout cela, sous l'œil distant de Simon. Au petit matin, le visage défait, il se retrouve plus seul que jamais, en proie à des problèmes métaphysiques, tandis que Mado et le jeune comptable, bras dessus, bras dessous, s'éloignent du groupe endormi. Cette dernière séquence, sur laquelle se termine le film se veut très symbolique; ni luttes, ni révoltes, simple constat d'échec en dehors de toutes luttes de classes d'une société qui s'enlise un peu plus chaque jour.

Simon, de par sa position de classe jouit de certains privilèges; son image n'est pas celle d'un «salaud», mais celle d'un «bon financier» qui fait «conscienceusement son métier». Derrière son pessimisme et ses liens avec la bande de jeunes dont certains sont chômeurs, se profile discrètement un appel à «l'union de la gauche». Tout ceci se double d'une réflexion métaphysique sur l'homme vieillissant tandis qu'une auréole est décernée au jeune couple «rédempteur» que formera Mado avec le jeune comptable.

La démarche discrète de C. Sautet dans «Mado», consiste à unir les différents personnages; de la même manière, il tente d'unir les spectateurs des salles obscures au dessus de toutes luttes de classes. Samuel Lachize, critique attiré de «l'Humanité» a beaucoup aimé...

J.P.FÉLIXE

## Programme télé

VENDREDI 26 NOVEMBRE

## TF 1

18 h 00 - A la bonne heure  
18 h 35 - Nounours  
18 h 40 - L'île aux enfants  
19 h 00 - Anne, jour après jour. *Feuilleton*  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Une minute pour les femmes  
19 h 45 - Eh bien... raconte !  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - Au théâtre, ce soir. *Aujourd'hui : La charette anglaise.*  
22 h 40 - JOURNAL et fin

## A 2

18 h 00 - Fenêtre sur...  
18 h 35 - Le palmarès des enfants

18 h 45 - Flash d'information  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Il était une fois... la caméra invisible  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - Le cœur au ventre. *Feuilleton*  
21 h 30 - Apostrophes. *Aujourd'hui, les professeurs*  
22 h 50 - Ciné-club. *Aujourd'hui : «Les noces», film polonais d'Andrzej Wajda (1972).*  
0 h 35 - Fin des émissions

## FR 3

18 h 10 - Émission régionale  
18 h 45 - Émission pour la jeunesse  
19 h 05 - Émissions régionales  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - JOURNAL  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures.  
20 h 30 - Vendredi. La bataille du livre.  
21 h 30 - Méditerranée.  
22 h 20 - JOURNAL et fin

# LES PECHEURS BRETONS FACE AUX CHALUTIERS RUSSES

(fin)

«Ça m'étonnerait que ce soit les marins russes qui décident de massacrer le matériel des petits pêcheurs.»



## LES MARINS PECHEURS ET LA NATURE DE L'UNION SOVIETIQUE

Reportage d'Eric BRÉHAT

Au début, ce n'était que des «chauffards», des gens un peu mystérieux dont on parlait avec curiosité. Maintenant qu'ils sont massivement présents, qu'ils détruisent le matériel de pêche et vont jusqu'à foncer sur un caseyeur de quinze mètres, les pêcheurs bretons, derrière leur juste colère, commencent à réfléchir : pourquoi agissent-ils ainsi ? Tous n'y apportent pas la même réponse, mais

tous ne voient pas les problèmes de la pêche sous le même angle. Ainsi les questions sur le «rendement» sont-elles plus précises, plus significatives chez les matelots que chez les autres patrons-pêcheurs. N'y a-t-il pas la même différence, sur ces énormes chalutiers immatriculés à Riga ou en Esthonie, entre les marins ou les ouvrières, et les commandants de bord ?

### L'Europe de la pêche entre le Tiers Monde et l'Union Soviétique

La Communauté Européenne s'est attaquée à plusieurs reprises au problème de la pêche. Le refus de la Grande-Bretagne et de l'Irlande d'accepter les règles communautaires concernant la pêche avait d'ailleurs été une raison opposée à leur entrée dans la Communauté. Les choses ont changé depuis que les pays du Tiers Monde, ceux d'Amérique Latine en particulier (le Chili d'Allende, surtout) ont engagé la lutte pour disposer d'une zone économique exclusive de 200 milles autour de leurs côtes. Cette lutte débordait d'ailleurs le seul domaine de la pêche et englobait celui des ressources pétrolières et minérales du «plateau occidental», c'est-à-dire des fonds inférieurs à 1 000 m qui bordent les côtes.

#### LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES

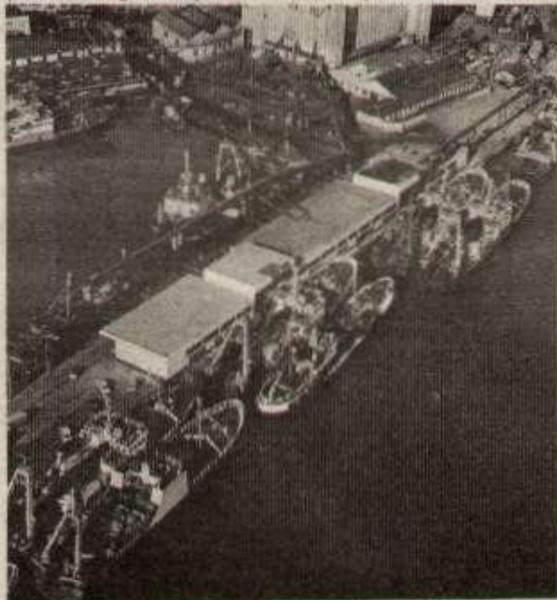
En février de cette année, s'est tenue la Conférence des Nations Unies sur le Droit de la Mer. Elle n'a pas véritablement abouti, du fait principalement de la position de l'Union Soviétique et des manœuvres de division d'autres impérialismes. Le principe de zones économiques de 200 milles a pourtant été retenu. Le

pourtant été retenu. La CEE, dont 27,3 % de la pêche en 73 se faisait dans les eaux de «pays tiers», a dû tenter d'accélérer le processus. Ainsi une commission européenne proposait en septembre, «que les États membres étendent de façon concertée leurs limites de pêche en mer du Nord et en Atlantique Nord à dater du 1<sup>er</sup> janvier 77». «Une action concertée des États (...) permettra à la communauté de mener des négociations efficaces afin d'assurer à ses pêcheurs un accès permanent aux eaux des autres pays, d'éviter que des pays tiers ne viennent opérer dans les eaux communautaires», ajoutait la même commission. En raison de décisions unilatérales de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, l'avis de la commission n'a pas été retenu. Provisoirement, une «recommandation de limite des captures des navires étrangers, autres qu'espagnols, à 2 000 T pour l'année 77» a été adoptée. Il est bien évident que le poids d'une «recommandation» pèse peu, si ne sont pas précisés les moyens de la faire appliquer. Elle s'appliquera d'autant moins à l'URSS qu'on ne connaît pas précisément le tonnage de ses prises.

Ainsi, le problème de la pêche illustre-t-il particu-

#### Les conséquences sur la restructuration de la grande pêche

Les chalutiers de grande pêche lorientais immobilisés pendant la grande grève des marins pêcheurs en 75.



La commission européenne aborde aussi les «mesures structurelles» concernant la grande pêche. Il y a dix ans, on s'orientait les yeux fermés dans le développement de la grande pêche industrielle, on armait de gros chalutiers, on passait des commandes massives aux chantiers polonais. A cette époque, les eaux du Tiers-Monde étaient ouvertes au pillage. Aujourd'hui, la situation est renversée, et selon la commission : «Il faudra diminuer et réorienter considérablement la capacité de pêche afin de l'amener à un niveau optimal par rapport aux possibilités de captures, instituer des mesures destinées à faciliter la reconversion progressive des armements, contribuer à l'arrêt définitif des navires de pêche de haute mer techniquement dépassés, et l'arrêt temporaire des navires susceptibles d'être adaptés... Le langage de la restructuration, avec son cortège de licenciements, est entré dans le domaine de la pêche. Là aussi, il est la conséquence d'une politique impérialiste de pillage. Là aussi, il entraîne une profonde révolte et des luttes, comme en témoigne la longue grève des marins pêcheurs de février 75.

lièrement bien la position politique mondiale des pays européens, de la France en particulier : ils rencontrent d'importantes difficultés du côté des pays du Tiers Monde, qui mènent la juste lutte pour le contrôle de leurs mati-

ères premières. Ils sont soumis aux pressions des superpuissances dont la domination mondiale rencontre aussi d'importants revers, et sont contraints de prendre certaines mesures, limitées et pleines d'hésitations.

«Il ne faut pas croire que c'est la petite guerre idéologique», me disait un petit patron pêcheur dont le matériel a été endommagé pour plus d'un million. «Ça serait des Japonais ou n'importe quel autre pays, on réagirait pareil !» Cette réaction s'explique lorsqu'on sait que ce pêcheur de crustacés, après les plaintes qu'il a déposées contre les chalutiers soviétiques, a reçu quelques «lettres anonymes» du genre : «Tu n'as qu'à te reconvertir dans le maquereau, laisse tomber le crustacé...»

Pourtant, la question de la nature de l'Union Soviétique est posée, et très concrètement. Malgré les belles paroles, les marins savent que les flottes soviétiques sont présentes dans toutes les mers. Entre les marins de haute pêche qui parcourent tout l'Atlantique et les pêcheurs côtiers, les informations circulent : «On se demande pourquoi ils sont obligés de tant pêcher. Il faut les avoir vu se précipiter tous comme des fous quand ils ont repéré un banc. A se demander combien est payé le patron (1) pour ses prises. Et qu'en font-ils ? Des conserves et de la farine pour bétail. Mais pour tant pêcher, il faut vraiment qu'ils aient des problèmes d'alimentation».

Chez certains patrons pêcheurs, le corporatisme et un certain individualisme encore très forts dans le milieu de la pêche, suscitent des jugements du genre : «Ils pensent que notre propriété privée, c'est de la foutaise. Une économie d'Etat, ça mène forcément à cela...» Ce pêcheur est précisément originaire d'un port où les patrons-pêcheurs refusent obstinément l'organisation en coopérative, préférant encore passer par les mareyeurs...

Chez d'autres, dont la situation est particulièrement difficile du fait de l'augmen-

(1) Chez les pêcheurs, on utilise le terme «patron» aussi pour les commandants.

tation des charges, et de la baisse des cours, on raisonne différemment : «Ils font comme les Américains en Indochine, ils pensent que la force permet de faire ce qu'on veut. Quand on voit les officiers sur le pont rigoler de nous voir gesticuler avec les casiers, on se dit que ça ne peut plus durer».

Mais c'est surtout chez les matelots que les questions sont pressantes : «La solidarité des gens de mer, ça veut dire quelque chose, tout simplement parce qu'on est affrontés aux mêmes difficultés... Alors comment se fait-il qu'ils se conduisent de cette façon ? Il doit certainement y avoir un système de parts ou de primes entre les bateaux, pour qu'ils refusent de virer leur chalut quand ils voient qu'il y a du matériel de petits pêcheurs devant eux. Les patrons doivent être payés au rendement, à mon avis. J'en discutais il n'y a pas longtemps avec le gars du PC du bourg. On se connaît tous, ici. Il était plutôt gêné à propos des Russes. Bien sûr, il n'a rien à voir avec eux, il disait «il faut voir de plus près», mais il essayait quand même de m'expliquer que le rendement ça existe partout, même sous le socialisme, que les nouvelles techniques, c'est l'avenir... Ça ne donne pas tellement envie de leur socialisme. On sait à qui ça profite, le rendement. Les marins des chalutiers de haute mer ont obtenu un salaire garanti minimum. On pourrait croire qu'on est «attaché au système de paye à la part. Certains le sont, je crois. Mais ça a changé. En obtenant le salaire minimum, les marins de chalutiers l'ont remis en cause. Le rendement, ça n'est pas le principal. Pour en revenir aux Russes, ça m'étonnerait que ce soient les marins qui décident de massacrer le matériel des petits pêcheurs. Ils doivent avoir des ordres, ou bien c'est le patron qui le décide pour la prime. Toujours le rendement, le tonnage ! Mais à qui ça profite !»